

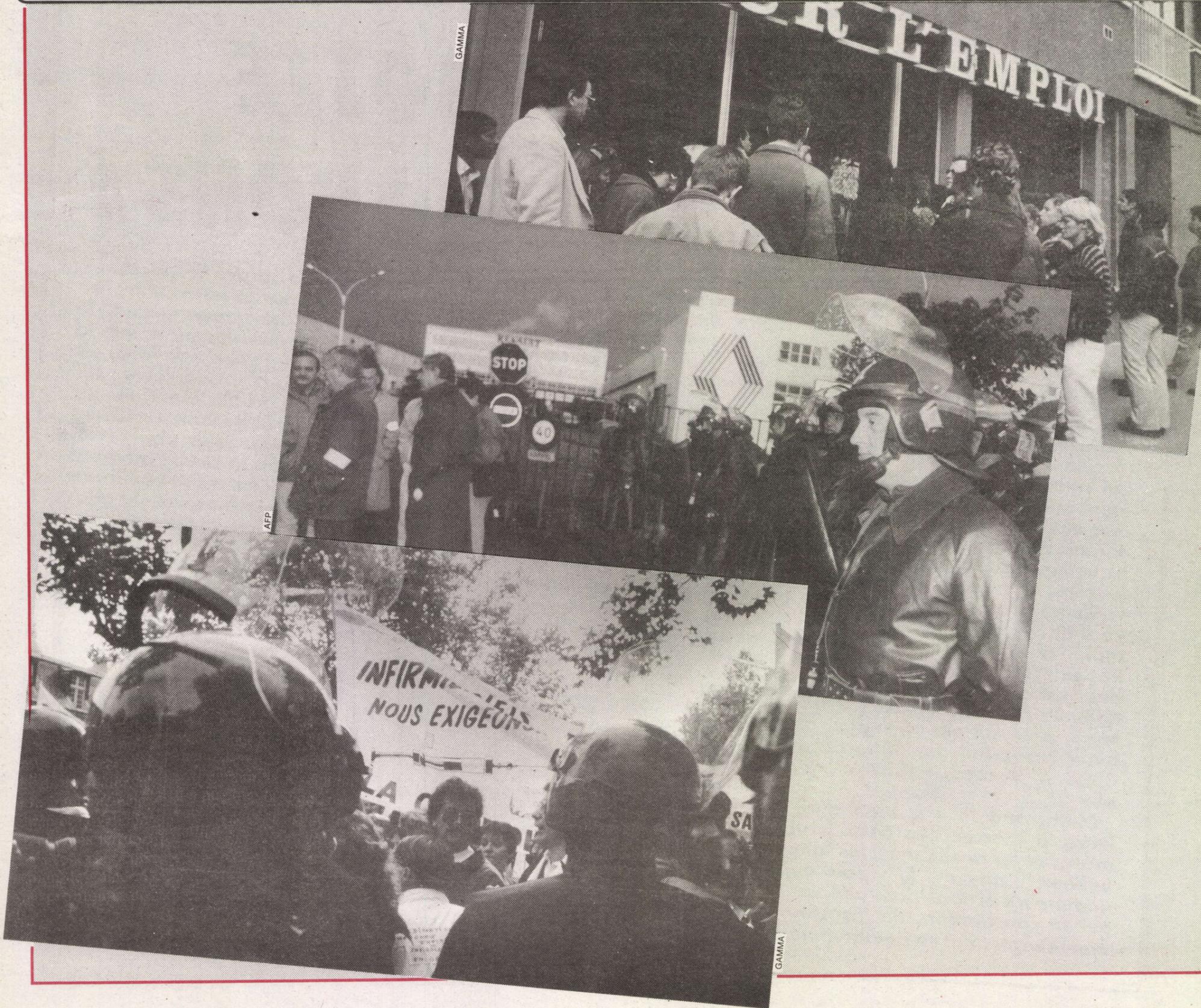
M 6189 - 1222 - 8,00 F



Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 222 - 29 novembre 1991 - prix : 8 F

MITTERRAND - CRESSON JUSQU'AU BOUT A LA BOTTE DES PATRONS



MITTERRAND, CRESSON : JUSQU'AU BOUT,

D'après les derniers sondages la cote de popularité de Mitterrand est en chute libre. Celle d'Edith Cresson est encore plus bas, mais il est vrai qu'elle ne s'est pratiquement jamais élevée. Le Parti Socialiste est en pleine déconfiture. Ce gouvernement paraît dans de sales draps.

Cela n'a rien d'étonnant. Les affaires succèdent aux scandales. Depuis celui des transfusions sanguines, qui a indigné tous les braves gens, jusqu'à celle des fausses factures, dont les procès s'ouvrent cette semaine. Mais on sait que les vrais responsables ne seront pas dans le box, ne serait-ce que parce qu'une loi d'amnistie a mis les hommes politiques à l'abri. Bien sûr, la droite et l'extrême-droite ne sont pas moins trempées jusqu'au cou dans cette histoire. Bien sûr, l'amnistie ne leur profite pas moins. Mais c'est le Parti Socialiste, puisqu'il est au gouvernement, qui porte principalement le chapeau.

* * *

Ce dégoût, de la part des travailleurs en tout cas, a bien d'autres raisons encore : le chômage qui continue à croître en ce moment même, l'austérité qui a réduit et qui continue à réduire le niveau de vie, les conditions de travail qui se font de plus en plus lourdes. Et puis, quand les travailleurs protestent ou font grève, l'envoi de la police comme, tout récemment encore, à Renault Cléon. Bref, une politique des patrons, pour les patrons. Comment la majorité des travailleurs pourrait-elle ne pas en avoir ras-le-bol des Mitterrand, Cresson, Rocard, Fabius et autres ?

Mitterrand le sait bien d'ailleurs. Il cherche des trucs pour masquer les problèmes, les faire oublier, noyer le poisson. Comme ses propositions de changer la constitution, de transformer le septennat en quinquennat

ou d'organiser un référendum un de ces jours prochains.

Oui, il cherche ce qui pourrait bien rehausser son prestige ou celui du gouvernement. Mais cela ne va pas jusqu'à changer sa politique vis-à-vis du monde du travail; au contraire. Plus la cote du gouvernement baisse parmi les travailleurs, et plus il continue sa politique en faveur des patrons. Mais plus les patrons, sentant que ce gouvernement est déconsidéré, lui montrent leur hostilité ou leur dédain, et plus il multiplie les cadeaux à leur égard.

gouvernement : tout pour plaire aux bourgeois, tant pis si en mécontentant ainsi les classes populaires il les repousse dans l'absentation ou même dans les bras de l'extrême-droite.

Raison de plus pour les travailleurs de ne pas attendre passivement ces prochaines élections. Il n'y a rien à en attendre : le départ d'une gauche déconsidérée, ce serait au plus le retour d'une droite qui, évidemment, ne serait pas moins au service des patrons, puisqu'elle est encore plus liée à ceux-ci que peuvent l'être les socialistes.

À LA BOTTE DES PATRONS !

Aux infirmières qui réclament une amélioration des conditions de travail dans les hôpitaux, les jets d'eau de la police ! Aux patrons qui refusent d'investir à cause de la crise qui se prolonge, de nouvelles possibilités de placements de leur argent grâce à la privatisation de banques ou d'Elf-Aquitaine ! Ce qui n'empêchera pas l'énorme majorité de ces mêmes patrons de mettre tout leur poids, et un peu de leur argent, dans la balance pour que les socialistes et Mitterrand lui-même soient écartés du pouvoir quand ils les estimeront trop usés.

* * *

Une nouvelle fois la gauche et Mitterrand ont pris et prennent chaque jour le risque de perdre les prochaines élections plutôt que de mécontenter les bourgeois et les capitalistes. Mais c'est l'habitude. Le Parti Socialiste a toujours agi de même au

C'est une raison au contraire pour entamer la lutte contre les patrons et ce gouvernement le plus vite possible; mais sur le terrain où le rapport de force est favorable aux travailleurs, sur les lieux de production, dans les entreprises, là où les travailleurs sont tout puisqu'ils font tout. C'est là que la classe ouvrière peut se faire entendre et surtout craindre. De tous : droite et gauche, gouvernants et patrons.

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

LE PRINTEMPS POUR LES AFFAIRES ET L'HIVER POUR L'EMPLOI

Les hasards de l'actualité nous ont valu d'apprendre coup sur coup que le chômage avait fortement augmenté en octobre et que le milliardaire Pinault venait de racheter à prix d'or les magasins du Printemps.

Il y a eu en effet, le mois dernier, 24 000 chômeurs de plus. Il paraît que c'est moins pire que ce qu'on pouvait craindre, et même, que la nouvelle aurait agréablement surpris les gouvernants, puisque cela signifie que la barre des trois millions de chômeurs, comme ils disent, ne sera franchie qu'au cours des premiers mois de 1992. Autrement dit, avec un peu de chance - et de manipulation des statistiques - le chiffre fatidique ne sera annoncé qu'après les élections régionales.

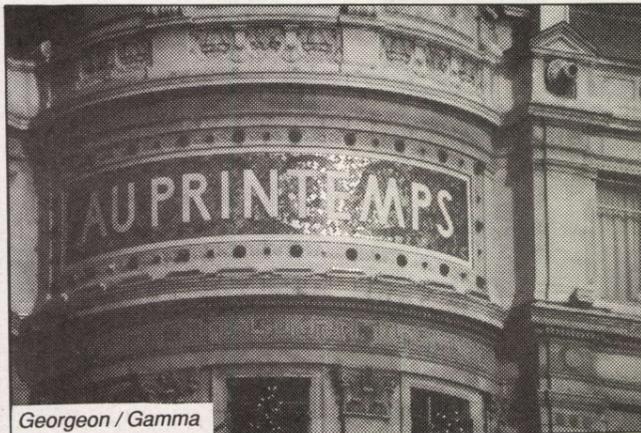
Pourtant la situation de l'emploi empire. Et il faut toute la mauvaise foi d'un gouvernement aux abois pour oser le nier. D'abord parce que cela fait tout de même 265 000 chômeurs de plus depuis le début de l'année. Ensuite parce que ces chiffres ne concernent que les chômeurs enregistrés. Les bureaux de l'Agence Nationale Pour l'Emploi, l'ANPE, ont ainsi procédé en octobre à 4218 radiations, diminuant d'autant le nombre des sans-emplois. Et il ne s'agit sans doute que d'un début puisque Martine

Aubry, ex-directeur de Péchiney et actuel ministre du Travail, a donné des instructions à ses services pour faire la chasse à ceux que Charasse, un autre membre du gouvernement, appelle sans vergogne les "faux chômeurs".

Mais la première cause de l'accroissement spectaculaire du nombre des travailleurs privés d'emploi réside dans les licenciements collectifs : 42 000 salariés ont été jetés en groupe à la rue durant les quatre semaines d'octobre. Soit environ 800 par jour, l'équivalent d'une entreprise moyenne fermant quotidiennement. Et 8,6% de plus qu'il y a un an.

Et pendant que les patrons licencient à tour de bras, les empires financiers s'étendent, les deux étant souvent liés d'ailleurs. Car si en bas les salaires se réduisent, en haut l'argent abonde.

Ainsi le dénommé Pinault, une sorte de Tapie ami de Chirac, vient de souffler les magasins du Printemps pour la bagatelle de 5 milliards de francs, au nez et à la barbe d'autres concurrents. Pinault qui avait le soutien du Crédit Lyonnais, des amis de Rocard et de Chirac, l'a finalement emporté sur Naouri, un protégé de Bérégovoy appuyé par la Banque Rothschild. C'est dire que l'argent et le crédit sont ce qui



Georgeon / Gamma

manque le moins à ces financiers, amateurs de coups et de restructurations. Pinault, d'ailleurs, n'a obtenu la confiance de ses banquiers que parce que sa carrière plaiderait pour lui. Il avait notamment acheté l'usine papetière de La Chapelle Darblay, en 1987, avant

de la revendre deux ans plus tard avec 500 millions de bénéfices. Entre temps, des licenciements et des aides massives de l'Etat étaient passées par là. Cette fois Pinault réalise avec l'aide du Crédit Lyonnais un autre tour de passe-passe en vendant les magasins

Conforama au Printemps et en rachetant le tout avec le produit de la vente des premiers !

Evidemment, tout cela sent ouvertement la spéculation et les manipulations financières dont à l'arrivée le personnel des entreprises concernées risque d'être victime. Le dénommé Pinault en est tellement conscient qu'il a, à plusieurs reprises, éprouvé le besoin de se justifier en expliquant que lui était un véritable entrepreneur et qu'il n'était pas comme ces patrons qui se contentent de regarder chaque jour les taux d'intérêts de l'argent pour savoir combien leur rapporteront les

millions ou les milliards qu'ils gardent sous le coude. Il a aussi ajouté qu'il allait attendre quelque temps avant de racheter de nouvelles entreprises pour se consacrer à ses récentes acquisitions.

Car même les patrons, de temps à autre, se disent que la situation actuelle, dans laquelle des millions de chômeurs payent pour que quelques milliardaires s'enrichissent, ne peut durer bien longtemps. Aux coups financiers des bourgeois, inévitablement, succéderont les coups de colère des exploités.

Pierre Vernant

RAINBOW WARRIOR, UN SERPENT DE MER ?

L'insubmersible *Rainbow Warrior*, le bateau de Greenpeace qui avait été coulé en juillet 1985 par les services secrets français, pour avoir été destiné à surveiller de près les expériences atomiques françaises en Polynésie, refait surface aujourd'hui. L'un des acteurs du drame - qui s'était soldé, en même temps que l'envoi par le fond du navire, par la mort d'un photographe portugais - vient de se faire arrêter. Bêtement ou pas, ça reste à voir, en pénétrant à Bâle en Suisse, muni d'un simple permis de conduire à son vrai nom, alors qu'il était sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Pour un super espion de la DGSE, qui avait entre autre convoyé et placé avec d'autres complices les explosifs sous la coque du *Rainbow Warrior*, se faire prendre ainsi c'est à se demander s'il ne faut pas le vouloir. Il n'était pourtant pas malheureux en liberté, cet adjudant Gérard Andriès. De temps à autre il faisait des révélations qui étaient reprises, par un romancier par exemple, ce qui permettait de ramener l'affaire

sur la place publique ; où encore donnait des interviews télévisées. Il était toujours militaire et affecté dans un régiment de parachutistes à Mont-de-Marsan, chargé de former des "chuteurs opérationnels" pour missions délicates. Il devait quitter l'armée l'an prochain et, en attendant, il suivait un stage dans une entreprise privée pour assurer sa "réinsertion". Il avait même été contacté pour être "conseiller militaire" pour un film de Pierre Schoendorfer sur la guerre d'Indochine.

Alors quoi ? Lui, un homme qui avait déjà fait plonger Hernu et failli entraîner avec lui Fabius, aurait-il été victime d'une défaillance ? Il n'y a pas d'autre explication possible. Sauf à penser qu'une fois encore, ses chefs, les patrons des services secrets, les fonctionnaires de l'ombre de l'appareil d'Etat, se réjouiraient de faire boire encore la tasse à Mitterrand, à quelque temps des prochaines élections. Mais quand même...

L.G.



AFP

BON SANG, [^] MAIS C'EST BIEN SÛR !

L'ancien Premier ministre Raymond Barre à son tour a trouvé une prétendue solution au chômage : pour lui, c'est le versement d'allocations "souvent reconductibles indéfiniment".

Autrement dit, supprimons les indemnités de chômage et on supprimera les chômeurs. C'est sûr que si on leur enlève les moyens de vivre, ils ne tarderont pas à disparaître.

Quelle tête ce professeur Barre !

Fausses factures à droite...
fausses factures à gauche...

DEUX PROCÈS EN STÉRÉO

Deux procès pour fausses factures viennent de s'ouvrir, à peu près en même temps (lundi 25 novembre pour l'un, et mercredi 27 pour l'autre) chacun devant l'une des Chambres du même tribunal correctionnel du Palais de Justice de Paris. Les autorités judiciaires prétendent qu'il s'agit d'une coïncidence, mais quelle curieuse coïncidence !

L'affaire des "fausses factures de l'Ile-de-France" (ou affaire COGEDIM) est prévue pour durer six semaines, et elle passera en alternance (les mordus pourront assister à toutes les audiences !) avec les "fausses factures du Sud-Est" (ou affaire SORMAE-SAE) qui devrait tenir l'affiche trois semaines.

Dans l'un comme l'autre cas ces entreprises du bâtiment, généralement pour décrocher des contrats, acceptaient de faire des fausses factures. Parfois il s'agissait même d'entreprises bidon qui facturaient des travaux inexistantes (quatre de ces entreprises dans le cas de l'affaire COGEDIM étaient même dirigées par l'ancien trésorier du gang des Zemmour ; ce qui ne s'est pas avéré particulièrement malin, puisque c'est lui que la police a soupçonné puis arrêté !)

Et l'argent récupéré, la différence entre les factures et les sommes réelles, où allait-il ? Là on se perd un peu. En général, semble-t-il, les municipalités qui avaient ordonné les travaux, ou plus exactement les politiciens qui étaient dans le coup de ces magouilles, récupéraient l'argent (celui des contribuables locaux), lequel disparaissait dans des "caisses noires", servait à financer les campagnes électorales de tel politicien ou de tel parti, etc.

C'est ce qui s'est produit avec l'affaire URBA, liée à la SORMAE-SAE, dans laquelle le Parti Socialiste est mouillé jusqu'au cou, et pour laquelle il

a fait voter la fameuse "loi d'amnistie" de décembre 1989.

Il ne s'agit d'ailleurs pas à proprement parler d'une loi d'amnistie, puisqu'il n'y a pas eu de délits jugés et condamnés puis ensuite amnistiés ; mais il s'agit d'une loi d'étouffement, qui interdit à la justice de fourrer son nez dans les affaires qui impliquent des politiciens, ou en tout cas de les laisser hors de cause (loi votée par tous les partis excepté le PCF).

Toujours est-il que la "loi d'amnistie" devrait empêcher, dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est (SORMAE SAE) que l'on parle trop du Parti Socialiste. Mais enfin, comment empêcher les inculpés et les témoins de trop parler et la droite de se déchaîner ?

C'est là qu'intervient le procès qui se déroulera dans la Chambre d'à côté. Dans le procès des fausses factures d'Ile-de-France, aucun politicien n'est pour le moment sérieusement mis en cause, et on se trouve avec des fausses factures dont on ne sait qui sont les bénéficiaires. Tout ce qu'on sait, c'est que les entreprises

incriminées travaillaient plutôt avec des municipalités de droite... Lesquelles ? La justice sera-t-elle curieuse ? Tout dépendra sans doute de ce qui se passera dans le procès d'à côté... D'ailleurs le procès des fausses factures d'Ile-de-France a été anormalement hâté pour tomber en même temps que l'autre : l'instruction n'est même pas terminée pour certains inculpés présents au tribunal, et dont les avocats ont demandé le renvoi du procès à une date ultérieure !

Alors, un procès garantissant l'autre, il est probable, sauf dérapage, que les politiciens ne seront qu'égratignés, que les gros responsables des entreprises du bâtiment tireront leur épingle du jeu, et que, peut-être, seulement quelques comparses seront condamnés.

Quant aux fausses factures, à la corruption ordinaire, aux magouilles, à la compromission des politiciens avec les entrepreneurs, et pas seulement ceux du bâtiment, et bien, elles continueront !

A.V.



L'un des dirigeants de la COGEDIM avec son avocat. Ils n'ont pas l'air particulièrement inquiets.

A.D.S.-TOI, ET LE PS T'AIDERA ... PEUT-ETRE

Le 23 novembre à Montreuil, une partie de ceux des anciens membres du PCF qui se font appeler "réformateurs" et "reconstructeurs" se sont regroupés pour former l'ADS, l'Alternative pour la Démocratie et le Socialisme. Outre Marcel Rigout et Claude Poperen qui font partie de la direction du nouveau groupe, on y retrouve également Félix Damette, le maire d'Orly Gaston Viens et le président de la fédération dissidente du Doubs, Martial Bourquin.

Pour commencer, la nouvelle "Alternative" a tenu à se mettre au goût du jour en abandonnant toute référence au communisme. Référence qu'elle a troquée contre celle à un "réformisme fort", sans d'ailleurs s'expliquer sur ce qu'elle entend par là. A moins que l'explication en soit tout bonnement fournie par le fait que, le jour même de son lancement, l'ADS ait annoncé son intention d'être présente dans les prochaines élections cantonales et régionales dans une quinzaine de départements.

L'ADS se défend de viser à créer un parti de plus et se veut un mouvement. Est-ce une façon de ne pas se couper par avance des adhérents du PCF qu'ils pourraient espérer attirer ? Ou bien est-ce, comme cela paraît plus vraisemblable compte tenu des prises de positions passées de gens comme Rigout, un langage qui s'adresse aux dirigeants du PS pour bien leur montrer que la situation reste ouverte, que toutes les discussions sont possibles y compris sur la possibilité d'un ralliement, sinon au PS lui-même dans l'immédiat, au moins à sa politique ?

En tout cas, ce qui paraît évident, c'est que le seul fait d'annoncer le principe de candidatures dans une quinzaine de départements au moment même où le PS, craignant une sérieuse dégringolade électorale, recherche des alliés, constitue une offre de service à peine voilée.

Que cette offre intéresse le PS au point qu'il soit prêt à céder un peu de place à l'ADS sur le plan électoral, c'est possible. Mais pas certain, car, après tout, les dirigeants du PS peuvent aussi se dire que des chefs d'appareils locaux comme Gaston Viens à Orly pourraient bien, eux aussi, avoir besoin des voix du PS pour conserver leur position, et ne sont en conséquence pas en position de dicter leurs conditions.

L'avenir dira si le calcul politicien implicite dans le lancement de l'ADS se révèle en fin de compte plus payant pour ses auteurs que celui des "refondateurs" de Fiterman. Puisque ceux-ci, tout en ayant sur le fond la même perspective que les fondateurs de l'ADS, ont pour l'instant choisi de ne pas les suivre, sans doute dans l'espoir que le temps et les dissensions au sein du PCF travaillent pour eux.

Quoi qu'il en soit, voilà une "alternative" qui ne répondra pas aux interrogations des adhérents déçus du PCF qui pourraient se poser le problème d'une autre politique, d'une politique qui arme les travailleurs face au pouvoir et au patronat. Tout au plus peut-on y voir une opération de reclassement de la part d'un certain nombre d'élus qui avaient déjà pris leurs distances vis-à-vis du PCF de peur de le suivre dans la débâcle électorale.

François ROULEAU

Les réunions "L'Huma débat"

MILITANTS, "TROUVEZ VOUS-MÊMES !"

Depuis plusieurs semaines déjà, le Parti Communiste est engagé dans une campagne nationale de « débats avec la population ». Les calicots de fond de salle, sur lesquels on peut lire par exemple : « Pour s'en sortir, nous avons des réponses à trouver ensemble », donnent le ton de ces débats que les responsables disent être « d'un nouveau style », « originaux », « inédits ». A la tribune, le membre du comité central n'est « pas là pour donner la bonne parole d'en haut ». Quelques mots d'introduction, mais pas d'exposé préalable.

Autant que le déroulement d'un certain nombre de tels débats permette d'en juger, le PCF rassemble surtout ses adhérents et ex-adhérents... exception faite du ou des militants socialiste, d'extrême-gauche ou chrétien qui a ou ont tenu à venir porter la contradiction et qui sont d'autant plus fraternellement accueillis (mais qui s'en plaindraient ?) qu'ils animent et relancent la discussion. Mais certains de ces débats ressemblent à des assemblées générales de section du Parti Communiste. Quelques militants ouvriers et syndicalistes, ménagères et mères de famille de milieu populaire, mais à côté, une majorité de petits-bourgeois, enseignants, cadres, techniciens... voire notables de la municipalité, dont certains ont un jargon phraseur et pédant.

LES QUESTIONS DES MILITANTS DU PCF

Alors des questions viennent sur le tapis, sur les problèmes locaux de logement, d'expulsions, d'écoles, de chômage ; sur l'aide que le PC - souvent la municipalité tenue par le Parti Communiste - apporte ou pas dans ces différents domaines ; sur les luttes sociales. Des infirmières racontent leur mouvement récent, disent qu'elles ont « lutté mais rien gagné, alors que faire ? » Des assistantes sociales rapportent aussi qu'après plusieurs semaines de

grève, elles ont repris « sans rien... comment gagner et converger », « comment on fait pour faire céder le gouvernement », « pourquoi les députés du PC n'ont pas voté la censure contre le budget du gouvernement, au moment où on était dans la rue justement contre ce budget ? » Il y a eu aussi de nombreuses interventions contre la politique d'appel à la reprise de la direction de la CGT à Cléon : « Ca ne sert à rien de parler de démocratie si on ne respecte pas les votes »...

Il y a des interventions sur la situation internationale, dont tous les militants semblent s'accorder à dire qu'elle pèse lourdement sur leur parti. « Les pays de l'Est nous ont fait très mal »... Des petits-bourgeois disent n'avoir pas ou n'avoir plus à se sentir impliqués par ce qui se passe à l'Est. Certains disent que ce sont d'ailleurs les gens qui n'auraient pas compris la politique du Parti Communiste qui, dès son 22^e congrès, en 1976, quand il s'est prononcé pour un « socialisme à la française », aurait critiqué comme il se devait ce qui se passait à l'Est. Quelques militants par contre protestent et reprennent les autres en disant qu'« il faut quand même être honnêtes, qu'on les a quand même défendus, ces pays » et « qu'il ne faudrait pas maintenant y voir tous les défauts »...

Il y a aussi des interventions sur le parti lui-même, sur sa vie et son fonctionnement interne. Des militants se félicitent que désormais ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne de la direction puissent le dire et aussi et surtout, malgré cela, militer activement. D'autres, ici ou là, disent que les cellules du parti ne sont pas faites pour les jeunes.

QUELLE ISSUE POLITIQUE ?

Evidemment, il y a aussi des questions sur la situation politique. D'autant plus que c'est à celles-ci, malgré tout, que ceux qui organisent ces débats « non-directifs » veulent en venir et en viennent !

De nombreux militants se disent nostalgiques du Programme commun et de l'Union de la gauche. Ils disent que le Parti Communiste a eu raison d'avoir participé à ce gouvernement, d'en être sorti aussi... Certains disent vouloir un « nouveau rassemblement des forces populaires », une « nouvelle union » et certains se félicitent de tout ce qui peut regrouper.

Cela dit, quelques militants - dont surtout des ouvriers - ne mâchent pas leurs mots pour dire : « Moi, je ne voterai plus jamais pour un socialiste ». Des critiques s'expriment contre le refus du PCF de voter la motion de censure : « Depuis que les socialistes sont au gouvernement et y font une politique de droite, qu'est-ce qu'on risquerait de voter contre ce gouvernement ? », « Entre la politique de droite menée par le Parti Socialiste et la politique réactionnaire de la droite, quelle différence ? ».

A bien des militants qui demandent, et avec insistance une réponse le représentant du comité central rétorque : « Trouvez vous-mêmes ! », au point que certains s'énervent un peu et expliquent que « C'est le rôle de militants, somme toute, de donner une ligne et d'offrir des propositions »...

Mais sur la question de l'issue politique, en fait, le comité central a une ligne à offrir. Si la question de la motion de censure revient à ce point systématiquement dans tous les débats, c'est que la direction du parti a tenu à la faire discuter. C'est à partir de là que se déroule en quelque sorte la « démonstration », et qu'est défini l'« axe » préélectoral du Parti Communiste, car il ne faudrait pas oublier que ces 600 débats dans tout le pays ont pour « horizon » les prochaines élections régionales et cantonales.

La motion de censure ? On aurait évidemment pu la signer, dit le représentant du CC - on a bien voté celle sur la CSG - mais il faut comprendre qu'un gouvernement de droite serait pire que l'actuel gouvernement socialiste (même s'il fait une politique de droite), que le problème pour les communistes n'est pas de se laisser prendre dans le « carcan de l'alternative droite-gauche », et du dégoût des gens aussi bien pour les socialistes au gouvernement que pour la droite (qui conduit à 50 % d'abstentions aux élections). Ce qu'il faut changer, c'est le rapport de forces politiques au sein de la gauche elle-même, en faveur des communistes, de telle sorte que la politique du gouvernement socialiste change.

Et si le Parti Communiste est plus fort, s'il a à terme davantage de députés, il aura - c'est l'objectif - des ministres, dans un gouvernement de gauche avec une politique de gauche...

Les dirigeants du PC s'accrochent aux basques - même de plus en plus pourries - du parti et du gouvernement socialistes. Aux prochaines élections régionales, le PCF aimerait évidemment faire les meilleurs scores possible. Pas seulement pour les régionales elles-mêmes, mais aussi parce que les scores du PCF à ces élections conditionnent en grande partie les marchandages d'alliances que le PCF pourra faire avec le PS aux prochaines municipales et législatives, où les enjeux sont plus décisifs pour lui pour garder ses mairies, garder ou retrouver ses sièges de députés. Ce qui justifie les gestes attentionnés à l'égard du parti et des gouvernants socialistes. La « liberté » inédite des débats a malgré tout pour but d'exposer les grandes lignes d'une politique qui n'a malheureusement rien d'inédit.

Les militants et sympathisants disent ce qu'ils ont sur l'estomac. Et les militants d'extrême-gauche se sentent solidaires de la minorité d'entre eux - elle existe - qui expriment leur conviction que le capitalisme n'a pas gagné la partie, une fois pour toutes, et qu'il faut trouver les moyens de le combattre, en particulier d'avoir dans ce pays un parti véritablement communiste ; de ces militants conscients et combattifs à qui, en réalité, la politique de la direction du Parti Communiste n'apporte pas de réponse.

Michelle VERDIER

Irlande du Nord

Entre le gouvernement britannique et les appareils nationalistes

LA POPULATION PRISE AU PIÈGE

En prévision du week-end du 16 novembre, des unités de l'armée britannique avaient été appelées en renfort à Belfast et l'UDR (régiment de défense de l'Ulster) avait rappelé en service permanent 1 400 de ses volontaires.

Comme raison officielle de ce déploiement de forces, les autorités avaient invoqué les manifestations de protestation prévues pour le sixième anniversaire de l'accord anglo-irlandais.

Mais en fait, c'est de tout autre chose qu'il s'agissait : du climat de tension de plus en plus lourd, des assassinats qui se multiplient, au point que le gouvernement britannique en est à faire venir des renforts militaires d'Allemagne.

Au cours des cinq jours précédents, sur l'ensemble du territoire d'Irlande du Nord, quinze personnes avaient été la cible de commandos armés, dont dix avaient effectivement trouvé la mort. Ces attentats avaient été revendiqués par l'IRA, l'armée républicaine irlandaise, et par deux groupes paramilitaires protestants, l'UVF (force des volontaires d'Ulster) et l'UFF (Union des combattants de la liberté).

Certes, les « exécutions »

d'individus ne sont pas exceptionnelles en Irlande du Nord, depuis 22 ans que dure cette guerre civile rampante. Mais pour autant que l'on puisse juger, cette dernière série, comme d'autres qui ont eu lieu dans les semaines précédentes, ressemble plus à des mesures de représailles aveugles. Et c'est bien cela, et surtout les réactions que cela pourrait susciter dans la population, qui inquiète les autorités.

qui finit par leur coûter très cher, tant sur le plan économique que politique.

En tout cas, depuis six ans, la Grande-Bretagne s'efforce d'obtenir des autorités de la République d'Irlande qu'elles assument avec elle la responsabilité de la répression dans le Nord. En même temps, des cadres ont été mis en place pour amener les politiciens, protestants et catholiques, du Nord à collaborer avec ceux du Sud.

Des ouvertures ont même été faites aux nationalistes de Sinn Fein, l'aile politique de l'IRA, par le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord. Des ouvertures qui restent prudentes à ce jour, pour ne pas effrayer les politiciens protestants du Nord. Sinn Fein y a de fait répondu en adoptant il y a déjà plusieurs années une politique électorale qui lui permettrait, le cas échéant, de s'intégrer à la classe politique traditionnelle.

UNE SITUATION DANGEREUSE

Mais, au nom de ces intérêts d'appareil, en recourant à des attentats aveugles comme ceux de ces dernières semaines, les nationalistes ne font, une fois de plus, qu'élargir le fossé entre les communautés.

Pour certains, surtout pour les groupes paramilitaires protestants, cela peut d'ailleurs être leur seul objectif politique. Quel serait en effet l'avenir de ces groupes dans une Irlande unifiée ou fédérale ? Il n'est pas exclu de penser que certains au sein de l'UFF ou de l'UVF en sont à faire un calcul analogue à celui des dirigeants de l'OAS à la veille de l'indépendance de l'Algérie, lorsqu'ils créèrent un fossé tel entre les populations pied-noir et algérienne que l'écrasante majorité des pieds-noirs se trouva de fait contrainte à s'embarquer pour la France. Tout comme l'OAS à l'époque, l'UVF ou l'UFF peuvent faire le calcul qu'en provoquant, le moment venu, un exode des protestants vers l'Angleterre, ils se créeront une base politique pour l'avenir. D'autant plus que ces groupes se montrent très actifs dans les régions du Centre et du Nord de la Grande-Bretagne où se trouvent de fortes concentrations de protestants originaires d'Irlande du Nord.

D'un autre côté, si elle le voulait et surtout s'il y avait des militants pour les lui proposer, la classe ouvrière d'Irlande du Nord pourrait trouver des parades aux calculs d'appareils des nationalistes. D'ailleurs, de façon spontanée, elle en exprime la nécessité. Ainsi, le 14 novembre les ouvriers de l'usine métallurgique de Hyster, à Craigavan, ont-ils répondu au meurtre de deux de leurs camarades assassinés par un commando loyaliste, par une grève spontanée à laquelle ont participé les ouvriers des deux communautés.

Car seule une politique de classe, renvoyant dos à dos les manœuvres de Londres et celles des appareils nationalistes, pour exprimer et défendre les intérêts communs des ouvriers et des chômeurs irlandais, de ceux qui sont en Irlande au Nord comme au Sud, mais aussi de ceux qui sont en Grande-Bretagne, pourrait mobiliser des centaines de milliers d'hommes et de femmes et susciter l'espoir d'un réel changement, de sortir à la fois de la guerre civile et de la misère qui est le lot de la classe ouvrière irlandaise depuis tant de décennies.

François ROULEAU

... À CELLES DES POLITICIENS IRLANDAIS

Tout cela ne va pas sans mal. Au Sud, une partie de l'opinion publique reste très hostile à toute collaboration avec la Grande-Bretagne et les politiciens du Sud sont d'autant plus sensibles aux pressions de l'électorat que le système parlementaire y semble frappé d'instabilité chronique.

Au Nord, toutes les communautés se méfient des manœuvres britanniques, et à juste raison. D'ailleurs, la perspective d'une fusion avec ce pays clérical et sous-développé qu'est la République d'Irlande n'a rien d'attirant. Et les politiciens du Nord se livrent à une valse-hésitation en s'appuyant sur cette méfiance de l'électorat,

dans l'espoir évident d'obtenir plus de garanties et plus de promesses de la part de la Grande-Bretagne et, bien sûr, plus de concessions de la part des autorités du Sud.

Quant aux appareils nationalistes, catholiques comme protestants, ils cherchent à entretenir et à renforcer leur image et leur emprise sur leur communauté respective par crainte d'être écartés du règlement politique à venir. C'est sans doute cela qui explique le regain d'activité paramilitaire de ces derniers mois, en particulier de la part des groupes paramilitaires protestants dont l'activité s'était considérablement réduite depuis des années.

DES MANŒUVRES DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE...

Car tout cela se déroule sur le fond d'une politique élaborée, engagée par la Grande-Bretagne depuis plusieurs années, qui vise à la conclusion d'un règlement politique.

Quelle forme pourrait prendre ce règlement, c'est

une autre affaire, et il est probable que les dirigeants britanniques eux-mêmes n'en savent pas encore grand-chose. Ce qu'ils veulent paraît clair en revanche : se débarasser de ce Liban en miniature qu'est devenue l'Irlande du Nord, une monstruosité



Parade de protestants "loyalistes".



Un attentat de l'IRA contre un centre de la police (protestante) d'Irlande du Nord.

Belgique

GLISSEMENT À DROITE
AUX ÉLECTIONS

Les élections belges ont été marquées par une forte poussée à la fois des écologistes et de l'extrême-droite. Ces résultats ont fait figure de désaveu des partis traditionnels.

Pour l'appréciation des résultats, il faut savoir que ces élections étaient triples : elles devaient pourvoir à la fois la Chambre des représentants, le Sénat et les Assemblées provinciales. Et pour compliquer encore l'appréciation du résultat, il faut prendre en compte le fait que le pays est coupé en deux communautés, l'une flamande et l'autre francophone, et que les partis existent au niveau de ces divisions en tant qu'entités indépendantes. Par exemple, il y a un Parti Socialiste pour la partie francophone, le PS, et un pour la partie flamande, le SP. Il y a un parti chrétien-démocrate pour la partie francophone, le PSC, et un pour la partie flamande, le CVP. Pareil pour les Libéraux, les Ecolos, l'extrême-droite, etc. Sans compter les formations qui se veulent, dans leur étiquette, soit wallonnes soit flamandes exclusivement.

Malgré le vote obligatoire en Belgique, il y a eu 8 % d'abstentions, auxquels il faut

ajouter 7 % de votes blancs et nuls. Sur des résultats qui n'étaient pas encore tout à fait complets, on considère qu'en Flandre le Vlaams Blok - le parti d'extrême-droite, nationaliste flamand et anti-immigrés en même temps - a recueilli près de 12 % des voix. A Anvers, il a fait 25 % des voix et est devenu le premier parti en importance. Le Front National, branche francophone de l'extrême-droite, aurait recueilli près de 4,2 % des voix à Bruxelles, ce qui lui a valu d'avoir un siège de député, lui aussi. Dans la nouvelle Chambre, les partis d'extrême-droite ont ainsi treize sièges contre deux en 1987, aux élections précédentes. On ne sait si on peut leur ajouter un autre vote protestataire, celui d'un «libertaire» ou «libertin», Jean-Pierre Van Rossem, riche homme d'affaires véreux, incarcéré au moment du scrutin pour escroqueries et aujourd'hui élu, dont la formation a obtenu trois sièges.

Quant aux écologistes, ils ont recueilli près de 10 % des voix en Wallonie. Ils passent à dix sièges pour la Wallonie et Bruxelles (+ 7), et sept sièges pour la Flandre (+ 1).

Les perdants sont les partis de la coalition gouvernementale précédente : les partis chrétiens démocrates (18 sièges et - 1 en Wallonie ; 39 sièges et - 4 en Flandre), et les

partis socialistes (35 sièges et - 5 en Wallonie ; 28 sièges et - 4 en Flandre), le parti flamand de la Volks Unie (10 et - 6). Et aussi le parti libéral francophone qui, bien que n'ayant pas fait partie de la dernière coalition, a participé avant, ces dernières années, à d'autres combinaisons avec les uns ou les autres.

Ces élections se sont déroulées sur fond de chômage et de

crise marqué par un regain d'antagonismes intercommunautaires attisés par des politiciens démagogues qui essayent de faire croire qu'une modification de la Constitution de la Belgique, dans un sens séparant encore plus Flamands et Wallons au niveau des institutions, de l'administration, de l'économie, de la gestion des activités sociales, pourrait être un remède à la situation. Elles ont eu lieu sur

fond d'austérité et de restrictions budgétaires, dont font les frais en particulier l'enseignement et les enseignants. Elles se sont déroulées aussi sur fond d'une montée de la xénophobie et du racisme prenant les immigrés africains ou nord-africains pour cibles, au moment où les banlieues-ghettos de Bruxelles sont, elles aussi, secouées par des coups de colère de leur jeunesse inoccupée et marginalisée.

En résumé, le tableau ressemble étrangement à celui de la France, si ce n'est à celui des autres pays industrialisés européens, ou encore à ce que l'on constate dans certaines villes des Etats-Unis. Un tableau qui chaque fois donne à voir, dans le miroir déformant des élections, un glissement à droite de l'opinion et la croissance rapide d'une extrême-droite de plus en plus menaçante, défendant des valeurs qu'on avait vues à l'œuvre dans les pires moments de l'histoire de ce siècle, et qu'on aurait souhaité depuis longtemps disparues.

Louis GUILBERT

DU CÔTÉ DE LA GAUCHE
ET DE L'EXTRÊME-GAUCHE

Côté wallon, la croissance des écologistes s'est faite essentiellement au détriment du PS. Cela peut très bien être interprété comme un vote-sanction des électeurs de gauche contre la politique des socialistes, associés au gouvernement avec les partis chrétiens depuis 1988.

Ce n'était pas la première fois que le PS était associé au gouvernement, ce n'est pas la première fois qu'il enregistre une telle baisse, et il ne fait là que retrouver ses voix de 1985.

Comme le Parti Communiste ne se présente plus en Belgique (sauf à Charleroi où avec 1,4% des voix il a encore perdu 0,6%), il se peut que les écologistes aient bénéficié du mécontentement des salariés, surtout de la Fonction publique, très malmenés par le pouvoir l'année dernière.

Quant aux listes de l'extrême-gauche, elles ne bénéficient en rien de l'évolution des voix.

Le PTB, parti d'origine maoïste, qui se présentait par-

tout, sur son programme, s'il a légèrement progressé en Wallonie où son implantation se développe peu à peu (0,5% soit + 0,1%), se maintient à Bruxelles (0,4%) et régresse en Flandre, là où il est traditionnellement le plus implanté (0,6% soit - 0,4%).

Quant au POS, la section belge de la IV Internationale, qui ne se présentait que dans quelques circonscriptions wallonnes, il régresse partout avec des scores inférieurs à ceux du PTB.

Massacre à Timor Oriental

AVEC LA
COMPLICITÉ
DES
GRANDES
PUISSANCES

■ En 1976, l'Indonésie, un pays qui compte aujourd'hui 180 millions d'habitants, annexait la partie orientale de l'île de Timor (à peine 650 000 habitants actuellement) qui était alors une colonie portugaise. Le Portugal, qui avait alors bien d'autres chats à fouetter, protesta, mais laissa faire.

Pourtant les Timorais de l'Est revendiquaient leur indépendance, et ils la réclament toujours. L'ONU condamna l'annexion et demanda qu'il soit organisé un référendum d'autodétermination, ce que l'Indonésie a toujours refusé : pour elle, Timor Oriental est devenue la 27^e province du pays, un point c'est tout. Et, selon les sources généralement

admises par la presse, la répression perpétrée par les autorités indonésiennes aurait fait 200 000 morts depuis 1976, soit le quart de la population !

Et ça continue : le 12 novembre, l'armée indonésienne a tiré dans une foule de Timorais qui enterraient l'un des leurs, assassiné par les forces de l'ordre. Il y aurait eu cent ou deux cents morts. Et ensuite, peut-être encore quelques dizaines d'exécutions parmi les habitants que l'armée avait emprisonnés juste après le massacre. Il est bien difficile de connaître les chiffres exacts dans ce territoire isolé, oublié, et soumis à une occupation et une terreur incessantes.

Les Etats-Unis et l'Australie, le grand pays voisin, ont demandé qu'il y ait une enquête, ce que l'Indonésie a promis de faire. Mais il y a de grandes chances que l'enquête indonésienne conclue à la responsabilité... des victimes qui



seront sans doute accusées d'avoir provoqué l'armée. Cela n'empêche pas les autres pays de faire, comme si de rien n'était, du commerce avec l'Indonésie et de lui vendre en particulier des armements, qui servent peut-être contre les Timorais. L'Australie s'appête même à conclure un accord avec l'Indonésie pour exploiter du pétrole... en mer de Timor.

Bref, les grandes puissances, Etats-Unis en tête, qui n'avaient pas de condamnations assez dures

(suivies d'intervention militaire !) contre l'Irak, quand il touchait à leurs intérêts pétroliers, au nom de la «liberté»... de l'émir du Koweït, laissent tranquillement annexer et massacrer s'effectuer contre toute la population de ce petit territoire de l'Asie du Sud-Est. Le «droit des peuples» n'est pas leur problème. Tout juste un prétexte, quand ça les arrange.

André VICTOR

URSS

LA DÉSAGRÉGATION DE L'UNION SE POURSUIT

C'est au tout dernier moment, alors que tout était prêt pour que la télévision retransmette avec solennité la signature officielle du traité de l'Union par le Conseil d'Etat, composé des dirigeants des différentes Républiques, que celui-ci a renoncé à parapher le traité et qu'il a été décidé d'en envoyer le texte au Parlement de chaque République pour qu'il le ratifie et envoie ensuite des plénipotentiaires pour le signer.

Ainsi, bien que le traité ait été une nouvelle fois modifié (c'est la sixième mouture depuis un an), bien que son nom ait été changé et bien qu'il n'engage en fait à rien puisqu'il en reste à de vagues déclarations de principe reconnaissant tout à la fois le pouvoir de l'Union et le pouvoir des Républiques, dans les mêmes domaines parfois, les chefs des Républiques - du moins ceux qui se sont dérangés car seules sept Républiques sur douze étaient représentées et l'Ukraine faisait figure de grande absente - ont

encore une fois reculé au moment d'apposer leur signature. Ce n'est pas qu'ils aient été en désaccord avec la nécessité de maintenir des liens entre les Républiques et de les définir au plus tôt - toutes les Républiques souffrent sur le plan économique de la désagrégation croissante de l'Union - mais ils ont craint de se faire désavouer ou critiquer pour avoir bradé les intérêts de leur République. Alors, ils ont finalement préféré ne pas signer les premiers.

Eltine, par exemple, est d'autant moins enclin à s'avancer sur le terrain de

l'Union, qu'il joue la carte de l'hégémonie russe et qu'il se méfie d'un Parlement qui ne laisse passer aucune occasion de la désavouer depuis qu'il lui a accordé les pleins pouvoirs. On l'a vu coup sur coup avec l'affaire tchéchène puis à propos des pouvoirs qu'Elstine avait décidé de s'octroyer aux dépens de la Banque Centrale, la Gosbank, et que le Parlement russe a récupérés à son propre profit.

Bref, la saga du traité est probablement loin d'être terminée, la discussion dans les Parlements républicains impliquant probablement des demandes d'amendements, de nouvelles négociations risquant d'aboutir à une énième mouture qui devra recommencer tout le par-

cours !

Dans l'atmosphère actuelle de surenchères nationalistes, non seulement entre Républiques mais aussi à l'intérieur de chacune des Républiques, personne ne veut assumer la responsabilité du traité et on assiste à une véritable paralysie du pouvoir central comme des pouvoirs républicains. Mais en même temps, avec le temps, les ruptures s'approfondissent, les fossés se creusent et bien des politiciens ne peuvent plus faire machine arrière. C'est ce qui semble se produire par exemple avec l'Ukraine dont il semblait impensable qu'elle ne participe pas à l'Union encore en septembre et qui a boycotté la dernière réunion du Conseil d'Etat ainsi que les négociations sur le rééche-

lonnement de la dette.

L'attitude d'Eltine, se faisant l'avocat de l'hégémonie russe, pèse sans doute de façon non négligeable et ajoute encore aux difficultés de recoller les morceaux de l'Union. Au moment où les puissances occidentales acceptent de rééchelonner la dette soviétique à condition de prendre des garanties sur les stocks d'or, la Russie se livre au même chantage : elle veut bien prendre la responsabilité de la dette à condition de s'emparer des mines d'or et de diamants. Là encore, quatre Républiques dont l'Ukraine n'ont pas voulu accepter de négocier dans le cadre de ces diktats.

Et si, en convainquant Chevardnadze de revenir au ministère des Relations extérieures, Gorbatchev a peut-être réussi à mettre, ne serait-ce que temporairement, un frein aux coups de boutoir d'Eltine qui voulait démanteler quasi complètement ce ministère-là, et à redonner un peu de crédibilité à cette fameuse Union sur la scène internationale, il est évident que cela ne suffit pas pour arrêter le processus de désagrégation auquel on assiste. Les derniers avatars du traité de l'Union en sont l'illustration.

Dominique CHABLIS

Haïti

Les boat people de l'Amérique

Avec le récent coup d'Etat militaire en Haïti qui a fait des centaines de morts, des milliers d'Haïtiens fuient plus que jamais leur île, sa misère et sa dictature, sur des embarcations de fortune. Ce sont les nouveaux boat people de l'Occident, de l'Amérique, du capitalisme.

On ne sait pas combien disparaissent en mer, on vient de retrouver une centaine de noyés. Quant aux USA, le pays le plus riche du monde, ils font tout pour que ces malheureux ne viennent pas chez eux.

Des boat people haïtiens recueillis sur un navire garde-côte américain.



USA

On n'aura pas l'arme à l'œil

Le désarmement entre super-grands a beau être à l'ordre du jour, les USA ont voté un budget militaire colossal pour l'année prochaine : 291 milliards de dollars. Ce qui fait environ 1 800 milliards de francs.

A quoi cela peut-il bien servir, sinon à offrir des subventions sous forme de

commandes aux marchands d'armements, d'électronique, etc.

On pourrait en faire des choses utiles avec cette somme, aux USA ou ailleurs. Mais le capitalisme, qu'on nous présente comme le meilleur des systèmes, c'est le plus gigantesque des gaspillages.

La prochaine réunion du

CERCLE LÉON TROTSKY

portera sur le thème :

**NATIONALISATIONS
ET DÉNATIONALISATIONS
AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE**

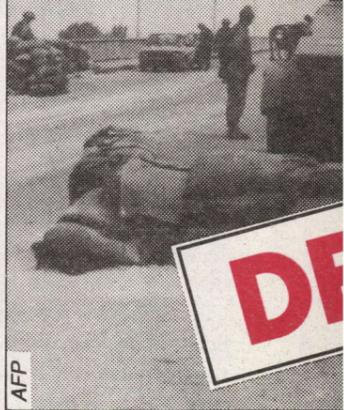
VENDREDI 13 DÉCEMBRE 1991

à 20 h 30

**Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - 75005 Paris**

**Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F**

Young



AFP

La chute de Vukovar en Croatie et les listes de cette extrême-droite Dobroslav Paraga. Ce dernier a été formaté aujourd'hui,

Paraga ne cache d'ailleurs pas trop sa filiation oustachie, bien qu'il l'ait à plusieurs reprises récusée ouvertement. Un reportage du *Monde*, daté du 24-25 novembre, le présentait trônant dans un bureau avec auprès de lui une carte de la Grande Croatie, celle d'Ante Pavelic justement, et avec, pour que les choses soient nettes, un portrait d'Ante Pavelic ornant un des coins de la carte. De tels symboles en disent long !

L'EXTRÊME-DROITE CROATE ET SES MILICES

La chute de Vukovar a bien entendu procuré à Paraga un cheval de bataille idéal dans son opposition au président Tudjman. «*Quand Vukovar tombera, beaucoup, y compris moi, pensent qu'il faudra que Tudjman tombe aussi, car il est plus coupable que tout autre dans la situation actuelle*», avait dit Paraga. Moins d'une semaine après avoir fait

slavie



L'armée fédérale cherche à occuper le plus possible de territoire.



Désarmement des derniers combattants de Vukovar...

Vukovar, après trois mois de siège, a ravivé, me, les tensions entre les forces nationales de la région : entre le président Franjo Tudjman et le parti croate du Parti du Droit dirigé par Paraga.

Qui était encore il y a un an à la tête d'une petite ville sans grande audience, se retrouve après des mois de guerre, dirigeant d'une force

ce non négligeable, essentiellement para-militaire, avec laquelle le régime doit compter. Son armée, l'HOS, dispose de plusieurs milliers de miliciens dont certains arborent ouvertement des insignes oustachis et affirment assumer l'héritage des bandes d'Ante Pavelic, ce dictateur à qui Hitler avait offert, entre 1941 et 1945, un Etat qui englobait non seulement la Croatie mais aussi la Bosnie-Herzégovine.

cette déclaration, ce dirigeant de l'extrême-droite croate a été arrêté pour «complot» contre l'Etat et «conspiration» contre l'ordre constitutionnel.

Mais Paraga arrêté, ses forces restent intactes et rien n'indique que l'armée officielle croate ait la volonté de les désarmer. Malgré le geste du gouvernement Tudjman, l'extrême-droite nationaliste a tout loisir de continuer à s'agiter. Il est possible, par exemple, que les milices de Paraga tentent

de faire des démonstrations militaires, même limitées, pour montrer que leur radicalisme peut être payant. Paraga a d'ailleurs lui-même envisagé cette possibilité : «Le HOS essaiera, par ses propres moyens, d'obtenir un succès sur le front».

Quand Tudjman, cet ancien officier des armées de Tito, a pris la tête du mouvement national croate, il mettait en branle toute une dynamique qui pouvait le dépasser, en portant sur le devant de la

scène des forces nationalistes plus radicales. Cela n'a évidemment pas manqué de se produire avec le développement du Parti du Droit. Dans la démagogie nationaliste, on trouve toujours plus démagogue et plus nationaliste que soi. S'il en était besoin, Tudjman vient d'en faire une fois de plus la démonstration.

TRANSFERTS DE POPULATIONS...

Pendant ce temps, on parle toujours d'un éventuel envoi de casques bleus de l'ONU en Yougoslavie. Les parties qui s'affrontent, serbes et croates, le réclament, chacune bien sûr à ses conditions ; le long de la ligne de front pour les premiers, à la frontière officielle entre les Républiques pour les seconds. Le seul fait de discuter ainsi, via les Nations Unies et la CEE, montre qu'aussi bien les gouvernants serbes que croates sont prêts à une partition de la Yougoslavie. Reste à savoir comment celle-ci peut se réaliser et surtout quels territoires

seront attribués aux uns et aux autres.

Pour l'heure, le rapport des forces est en faveur du gouvernement de Belgrade. Celui-ci ne se contente pas seulement de conquérir aux dépens des Croates des terres où vivaient déjà une minorité de Serbes, il met dès à présent en œuvre toute une politique de colonisation des territoires passés sous sa domination. Ainsi, comme l'a rapporté la presse, dans une région appelée Baranja, au nord du pays, près de la frontière entre la Croatie et la Serbie, le gouvernement de Belgrade mène une politique d'implantation de colons serbes. Dans le village de Popavec par exemple, en un week-end, quelque 300 Serbes ont été amenés en provenance de Belgrade pour prendre la place de 725 Croates qui ont abandonné le bourg. Le gouvernement serbe mène en fait toute une campagne pour attirer des colons vers ces régions. Depuis deux semaines que le programme d'implantation a été officiellement lancé, près de 3 000 Serbes sont arrivés en Baranja et il reste encore beaucoup de places, puisque entre 20 et 30 000

Croates et Hongrois ont quitté la région devant l'avance de l'armée dite fédérale et les milices nationalistes serbes.

... ET RE-CHARCUTAGES DE FRONTIÈRES

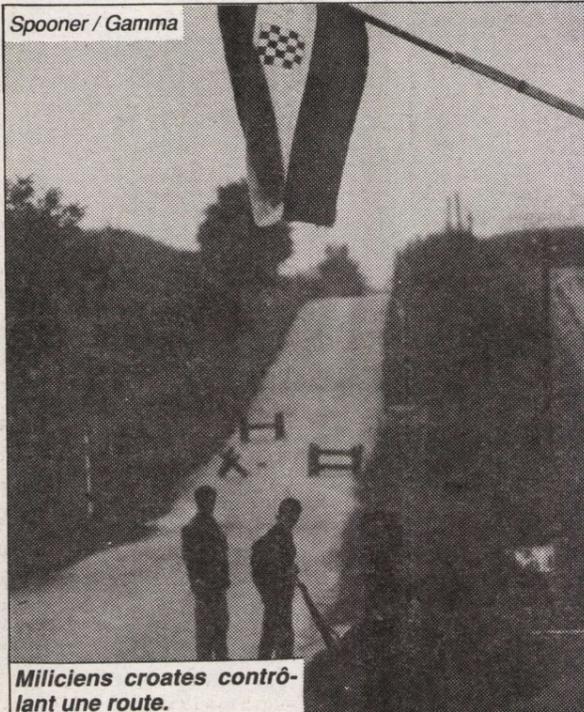
Et pour être très clairs sur leurs intentions, des représentants du gouvernement de Belgrade n'ont pas hésité à faire l'analogie avec les transferts de population qui ont eu lieu entre l'Inde et le Pakistan à la fin des années Quarante. Ils auraient très bien pu prendre aussi exemple sur les implantations israéliennes dans les territoires occupés, tant leur politique est identique... Le gouvernement de Milosevic mène une politique de fait accompli, en vue de l'établissement de nouvelles frontières qui incluraient des territoires au sein desquels la population est actuellement mêlée.

Du côté du gouvernement croate, les choses semblent pour l'instant plus mal engagées. Les revers militaires qu'il a

essuyés ne le placent pas en situation d'exiger quoi que ce soit. Seulement, et c'est là sa politique, Tudjman espère l'aide des grandes puissances, en particulier de l'Allemagne, pour l'aider à créer un Etat croate indépendant. Dans quelles frontières ? Là est tout le problème. Il n'est pas exclu par exemple qu'au terme de mois de guerre, de multiples tractations et d'un appui international, la Croatie se voie offrir d'autres terres, en Bosnie-Herzégovine, en contrepartie de celles conquises par les Serbes. En tout cas l'idée est agitée en Croatie même puisque Paraga a publiquement reproché à Tudjman d'avoir «vendu la Slavonie orientale contre une partie de l'Herzégovine».

Dans ces situations encore mouvantes, il ne s'agit évidemment pas de droits nationaux pour les peuples. Pour eux, il n'y a que misère et désolation. Il s'agit seulement du droit pour quelques privilégiés d'agrandir leur Etat, les territoires et les populations qu'ils pourraient totalement dominer.

Georges LATTIER



Miliciens croates contrôlant une route.

Impôts locaux

DE PLUS EN PLUS LOURDS POUR LES PLUS DÉMUNIS

A la mi-novembre, des millions de contribuables ont dû s'acquitter de leurs impôts locaux. Cette année, la note est particulièrement salée : par exemple, selon *Le Parisien*, on constatait 9,7% de hausse en Ile-de-France venant après une augmentation équivalente l'an dernier (+ 20,2% en deux ans).

Depuis une dizaine d'années - avec la loi de décentralisation, dite loi Defferre -, l'Etat a transféré toute une série de dépenses aux collectivités locales, faisant ainsi d'une pierre deux coups.

D'abord en donnant un os, enfin un budget, à ronger aux notables à l'échelle locale. Mais surtout, dans une période de crise et de montée du chômage, en se déchargeant sur les communes, départements, régions, du poids de dépenses sociales en forte croissance... et de l'impopularité qu'il y a à en assurer la responsabilité.

Car plus il y a de chômeurs, de jeunes aux revenus dérisoires, plus les caisses sociales des mairies, par exemple, par l'intermédiaire des subventions aux sans-emploi, aux enfants des chômeurs, des loyers HLM impayés, etc., sont mises à contribution et plus elles demandent d'argent au reste de la population.

Alors, les impôts locaux ne cessent d'augmenter. En 1989, ils avaient ainsi déjà rapporté plus que l'impôt sur les sociétés ! Cette année, selon l'administration des impôts elle-même, et rien que du fait de la modifi-

cation des règles de calcul de l'administration centrale - sans compter les augmentations décidées localement - l'augmentation de la taxe d'habitation est déjà de 5 à 7% à l'échelle du pays. Et ce sont environ 1 million de familles plutôt relativement modestes qui, ne payant pas d'impôts sur le revenu grâce à certains abattements (liés aux intérêts des emprunts destinés à payer leur habitation principale, aux frais de garde des enfants, à l'ouverture d'un PEP, etc.) avaient droit à des dégrèvements de 50 à 100% sur leur taxe d'habitation, qui sont les plus durement touchées, car l'administration ne tient plus compte de ces abattements pour le calcul de la taxe d'habitation. Ce sont 650 millions en plus qui sont ainsi prélevés cette année sur la population.

Et ce n'est pas fini : l'an

prochain, la partie de la taxe d'habitation, payée pour l'habitation principale, qui est versée au département et représente actuellement environ 25% de cet impôt, s'appellera désormais "la taxe départementale sur le revenu" et, comme son nom l'indique, ne sera plus calculée selon le logement habité mais sur tous les salaires perçus dans un foyer donné. A la différence de l'impôt sur le revenu, elle ne sera pas progressive, c'est-à-dire que le taux d'imposition sera le même pour les riches et pour les revenus modestes dans un même département, chaque département fixant par ailleurs à sa guise le taux d'imposition lui permettant de faire face à ces dépenses.

C'est une imitation de la "Poll tax" britannique qui pourra peser lourd sur les

familles modestes dont plusieurs membres sont salariés.

Et si en 1992 il doit y avoir un plafonnement à l'augmentation de l'ensemble des impôts locaux, ce plafonnement sera levé rapidement les années suivantes.

Car - et ce n'est paradoxal qu'en apparence - plus l'Etat claironne que les impôts (sur le revenu) restent à peu près stables, plus on impose lourdement les plus démunis au titre des impôts locaux, par exemple, qui ne sont pas plus justes, bien au contraire. En particulier parce qu'ils résident précisément dans des communes, des régions où les salaires stagnent, voire où le revenu global de la population tend à diminuer du fait du chômage, tandis

que les aides publiques à accorder grimpent en flèche. Ce que confirme, en sens inverse, le fait qu'en région parisienne, la banlieue ouest et plus encore Paris, qui concentrent la fraction la plus riche de la population, ont aussi les impôts locaux les plus bas, et de loin.

Quoi d'étonnant ? Après tout, par les impôts locaux comme par bien d'autres moyens, faire payer aux plus pauvres, aux travailleurs, les frais d'une crise dont bénéficient les plus riches, n'est-ce pas ce que nos gouvernants et les tenants du capitalisme appellent la "justice sociale" ?

P. L.



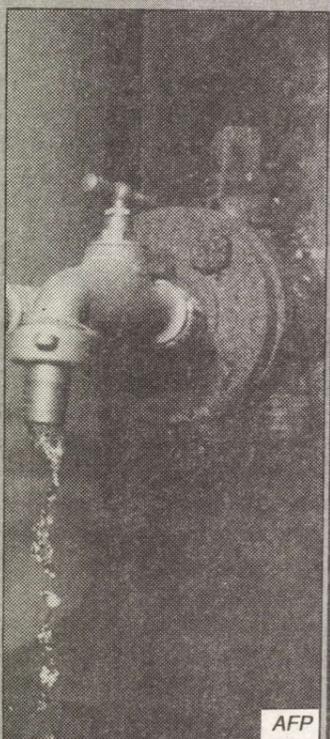
AFP

Les loyers grimpent, les charges grimpent, et les impôts locaux également.

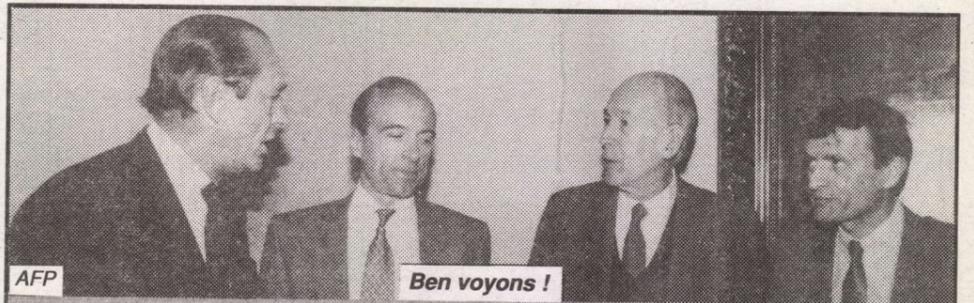
Du plomb dans l'estomac

50 000 foyers à Amiens sont affectés par une pollution de l'eau provenant du réseau en plomb de la ville. Les services sanitaires et les autorités le savaient depuis avril. Cela pourrait être pareil ailleurs, où de vieilles canalisations en plomb sont toujours en service.

Sûrement qu'il n'y a pas assez de bras pour travailler à des tâches d'assainissement, et pas assez d'argent. Il vaut mieux qu'il y ait trois millions de chômeurs et qu'on dépense 250 milliards par an pour l'armée.



AFP



AFP

Ben voyons !

Il suffisait d'y penser

"L'Union Pour la France", autrement dit l'alliance électorale du RPR et de l'UDF, propose de supprimer la cotisation patronale pour les allocations familiales (165 milliards par an). Elle demande qu'elle soit reversée aux salariés, tandis que ce serait l'Etat qui payerait pour les familles. Comment ? Par l'impôt et par l'argent des privatisations, c'est-à-dire en bradant les entreprises nationalisées. La droite avance

encore que cela permettrait aux salariés, grâce à la prétendue augmentation de salaire que cela provoquerait, de payer des "plans d'épargne-retraite entreprises", ce qui réglerait le trou des caisses de retraites, Sécurité sociale et complémentaires... pour ceux qui arriveraient à cotiser.

Pas difficile de deviner qui seraient les gagnants et qui seraient les perdants.

L'ÉTAT TRANSFUSE LES RESPONSABILITÉS...

UNE TAXE CONTRE LE SIDA ?

Mitterrand l'avait finalement promis, après bien des hésitations : on allait être solidaire des victimes de transfusions de sang contaminé par le virus du sida. Mais "on", ce n'était pas l'Etat, pourtant responsable des conditions dans lesquelles ces milliers de malades et d'opérés ont été promis à une affection mortelle, pour de sordides questions de gros sous. Ni non plus ces grandes compagnies d'assurance qui avaient encaissé les primes pour couvrir la responsabilité civile du Centre national de transfusion sanguine. Ceux-là auraient dû payer. Mais ils ont des amis haut placés et des ministres tout particulièrement chargés de veiller à ce qu'on ne leur fasse pas de mal.

Alors "on", cela sera monsieur tout le monde. Les indemnités attribuées aux victimes de cette nouvelle maladie seront en effet financées par une nouvelle taxe sur tous les contrats d'assurance. Environ 100 francs, on ne sait pas exactement encore combien.

Responsables mais pas cou-

pables, avait osé dire Georgina Dufoix le ministre de la Santé de l'époque à propos des scandaleuses décisions prises du temps où elle était en fonction : évidemment, s'amnistier soi-même, c'est encore ce qu'il y a de plus efficace pour éviter de se faire du mauvais sang inutilement. Responsables, mais pas pécuniairement, viennent maintenant de rajouter les sinistres qui siègent au conseil des ministres. A ce train-là, le gouvernement va bientôt demander des indemnités aux hémophiles pour préjudice moral...

Et il faudra sans doute s'estimer heureux si cet argent parvient intégralement dans la poche des victimes ou de leur famille. Le précédent de la vignette des vieux est là pour rappeler que quand il s'agit de détourner les fonds prétendument prélevés pour de nobles causes l'Etat sait y faire.

On serait quand même curieux de savoir si ce dernier osera faire payer aussi la taxe aux malades. Il en serait bien capable...

DIX JOURS DE GRÈVE TOTALE DANS LES CLINIQUES PRIVÉES DE TOULOUSE

A la suite de l'agitation dans les hôpitaux publics, le secteur hospitalier privé s'est mis en mouvement à Toulouse.

La Coordination des Infirmières, surtout présente au CHR, avait lancé le mot d'ordre «zéro infirmière» à partir du 12 novembre. A la surprise générale, ce jour-là, 250 infirmières du privé se sont rassemblées et surtout, chose jamais vue, des cliniques ou des services entiers ont été désertés par le personnel, obligeant les directeurs à fermer des secteurs. La clinique Pasteur, la plus importante sur Toulouse (800 employés) a fermé 6 services sur 15. La clinique du Château, elle, était pratiquement fermée à 100 %.

Ce ras-le-bol qui s'exprimait couvait depuis longtemps. La différence de salaire, pour une infirmière débutante, entre le privé et le CHR, est de 900 F, et pour une aide-soignante de plus de 1 000 F. Tous les «avantages» du service public n'existent pas, ou très peu, sur les cliniques. Comme par exemple les 12 jours de congés pour enfant malade, les primes de nuit, de dimanche, la couverture sociale en cas de maladie. Par ailleurs le mépris et l'arrogance des directeurs et des médecins souvent actionnaires, sont sans limite.

Du mardi 12 au jeudi 21 novembre, 500 personnes environ, représentant 21 cliniques, ont voté la «grève dure» en assemblée générale en se rassemblant quasiment tous les jours. 500 infirmières mais aussi des aides-soignantes, sur les 2 000 personnes qu'emploient les cliniques.

Les huissiers, les télégrammes à la maison, les pressions individuelles, les menaces de réquisition, subies par les grévistes les deux premiers jours du

mouvement ont fait long feu et n'ont pas entamé la détermination. A notre grande joie, on a vu les surveillantes, médecins anesthésistes, mettre la main à la pâte.

Les directeurs ont fait évacuer les malades sur le CHR, faute de personnel.

Malheureusement, le corporatisme a marqué le mouvement. Derrière la Coordination se dissimule le «syndicat infirmières professionnel». La CGT, également présente, a en paroles appelé tout le personnel dans le mouvement, mais dans les faits elle a suivi la Coordination. Le résultat a été une lutte d'appareil souvent feutrée, quelquefois percutante entre la CGT et la Coordination, la CGT s'appuyant sur sa représentativité nationale dans toutes les instances de direction, la Coordination s'appuyant sur son influence prépondérante parmi les infirmières, ainsi que sur le sentiment anti-organisation, anti-syndical existant dans ce milieu.

Jeudi 14 novembre, des négociations s'ouvraient sur Toulouse. Les directeurs nous expliquèrent que le prix de la journée d'hospitalisation fixé par le gouvernement était trop bas pour donner une quelconque augmentation et qu'une nouvelle convention collective entrerait en vigueur en janvier, où une partie des revendications serait prise en compte. Ce jour-là, la plate-forme revendicative du mouvement s'est élaborée, ne prenant en compte pratiquement que les revendications des infirmières.

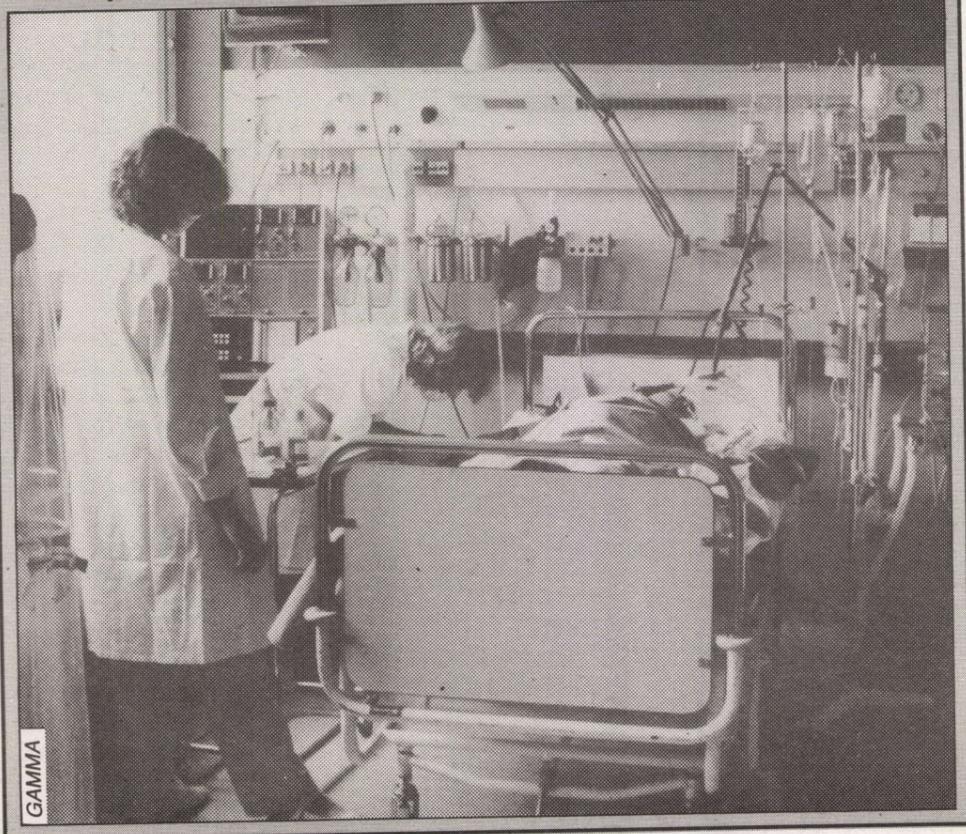
Les propositions des patrons étant rejetées à l'unanimité, les négociations ne reprirent que le mercredi 20, les patrons misant sur l'épuisement du mouvement. Le mouve-

ment ne faiblit pas, mais ne gagna pas les autres catégories à la lutte, en dehors des aides-soignantes. Les employés, les ASH, les administratifs sont finalement restés en dehors. Une des réflexions les plus répandues fut : «En 1988, on a roulé pour les infirmières, alors merci, pas deux fois». La direction de la grève est restée aux mains des corporatistes, et les revendications sont restées catégorielles.

Mercredi 20 novembre une rencontre directeurs de clinique, Coordination, CGT, avec un médiateur a eu lieu. Les patrons toulousains nous proposaient la même chose que la semaine précédente : intégration d'une prime dans le salaire de base ; une prime de 300 F pour les infirmières, 200 F pour les aides-soignantes, et 100 F pour les autres, pour novembre et décembre en attendant la nouvelle convention collective ; plus la couverture sociale à 100 % à partir du 4^e jour et non plus à partir du 11^e. Les éléments nouveaux sont venus de Paris où, également le mercredi 20, des négociations avaient lieu entre patrons et syndicats au sujet de la nouvelle convention collective. Cette nouvelle convention applicable en janvier prévoit une prime de nuit de 68 F, une prime de dimanche de 99 F, 12 jours de congés pour enfant malade dont 3 rémunérés, la reprise de l'ancienneté à 100 %.

C'est sur cette base que la reprise à une large majorité a été votée.

Le sentiment des grévistes est que le peu qu'ont cédé les patrons, nous le devons à la lutte. Bien des problèmes demeurent en suspens et la méfiance reste de rigueur : rendez-vous en janvier, avec la nouvelle convention.



LES ASSISTANTES SOCIALES NE LACHENT PAS LE MORCEAU

Si les assistantes sociales de la région parisienne (la province ayant généralement déjà cessé la grève) ont décidé, le 15 novembre, de reprendre le travail après neuf semaines de grève, leur colère n'est pas pour autant retombée.

En effet elles ont voté de maintenir des assemblées générales et d'organiser des actions pour continuer à faire pression, en se remettant à ces occasions-là en grève pour la journée.



Une manifestation des assistantes sociales au cours de la grève.



Le Conseil d'Etat a reçu de la visite...

Et jeudi 21 novembre à 14 h, c'est à plus de 500, 800 peut-être qu'elles ont investi le Conseil d'Etat, situé au Palais-Royal, à Paris (après avoir, la semaine d'avant, occupé l'Opéra). La police, arrivée sur les lieux très rapidement, n'a réussi à bloquer à l'extérieur qu'une vingtaine de personnes. Une partie est entrée avant l'arrivée des forces de l'ordre, et le restant est passé en faisant le tour par le bâtiment voisin et le somptueux escalier et les bureaux du ministère de la Culture. Jack Lang est même sorti pour voir ! Contact a alors été pris avec Matignon pour prévenir que les AS n'évacueraient les lieux que quand le gouvernement ouvrirait de réelles négociations.

En attendant, les assis-

tantes sociales se sont installées dans les luxueux salons de cet hôtel particulier, surprises du luxe et de la somptuosité des lieux : œuvres d'art aux murs, tableaux et tapisseries d'Aubusson, meubles de style, dorures et lambris. Les réflexions n'ont pas manqué sur les conditions de travail des hauts fonctionnaires, comparées aux leurs ou à d'autres pas mieux lotis.

Car souvent elles s'entassaient dans de minuscules bureaux, où il y a parfois un téléphone pour 4 et où il arrive même de devoir recevoir les gens dans les couloirs. Et c'est ce genre de hauts fonctionnaires qui expliquent qu'il faut se serrer la ceinture !

A 23 h, après que la police a plusieurs fois menacé de déloger les

intruses, la délégation envoyée au ministère des Affaires Sociales est revenue en ayant réussi à arracher un calendrier de négociation. Les AS ont alors voté l'évacuation des lieux et sont sorties entre deux haies de gardes mobiles, en criant des slogans.

Mais lundi 25, le ministère, en communiquant le calendrier, a réaffirmé que les négociations ne porteront pas sur les salaires et que «comme convenu», il n'y aura pas de manifestation pendant les négociations !

Mais comme rien de tel n'a été «convenu» et que les AS ne l'entendent pas de cette oreille, une nouvelle journée de grève est prévue le jeudi 5 décembre avec une nouvelle action surprise, et à nouveau le 16 janvier avec une manifestation nationale à Paris.

Dassault (Saint-Cloud - 92)

Contre le plan de licenciements

LES SALARIÉS RÉAGISSENT

La direction générale de Dassault a annoncé, fin octobre au CCE, la suppression de 130 postes sur l'usine de Saint-Cloud. 86 touchent des salariés de plus de 55 ans, mis à la charge des ASSEDIC jusqu'à la retraite ; 44 salariés de moins de 50 ans étaient touchés par des licenciements secs. La direction confirmait également le transfert du secteur fabrication (470 travailleurs concernés) de Saint-Cloud vers l'usine d'Argenteuil. Depuis, plusieurs CCE ont eu lieu, entre autres à la suite d'une demande d'expertise économique des syndicats.

Depuis le début donc, si des débrayages quelque peu symboliques (certains organisés par les syndicats, d'autres venant des travailleurs) ont eu lieu, il ne s'agissait pas de réac-

tions susceptibles de bousculer les plans de la direction. Deux à trois cents travailleurs maintenaient pourtant une pression minimum.

Lundi 16 novembre, la direction adressait à chacun d'entre nous une lettre lui signifiant soit sa nouvelle affectation, soit qu'il était «licenciable». Dans la matinée, un premier débrayage quasi spontané autour des 44 licenciables avait alors lieu, et la direction de l'usine recevait une première visite mouvementée de deux cents d'entre nous, venus crier qu'il n'était pas question de licencier. Dans l'après-midi, lors d'une assemblée générale appelée par la CGT et la CFDT, et pour laquelle militaient une dizaine de travailleurs

depuis près d'une quinzaine de jours, près de 400 travailleurs tombaient d'accord pour tenter d'étendre la protestation et, pour cela, de s'adresser à toute l'usine, à la cantine.

L'animation régnait donc le surlendemain à la cafétéria, où les licenciés, entourés de travailleurs et de militants syndicaux, passèrent près de deux heures à faire signer une motion de protestation à 1400 personnes et à convaincre chacune d'entre elles de débrayer le jour suivant.

A l'heure dite, près de 700 personnes, du jamais vu depuis 1979, étaient présentes au rendez-vous ; une manifestation parcourut les abords de l'entreprise avant d'aboutir au bureau de la direction générale. Deux de ses représentants, livides, assistèrent à l'entrée en force des travailleurs et entendirent quelques réflexions du genre : «On va faire des économies avec ta paye», ou encore «C'est nous qui vous licencions». La proposition de délégation lancée par les syndicats permit à nos deux directeurs de s'éclipser peu glorieusement.

Rien n'est réglé et la direction n'est pas revenue sur les licenciements, même si la discussion est semble-t-il ouverte pour améliorer la prime de départ. Mais la démonstration a été faite que plusieurs centaines de personnes pouvaient se mobiliser contre les licenciements. Faire reculer la direction, pourquoi pas jusqu'à l'annulation pure et simple de ces mesures, cela peut dépendre de nous.



LO

Papeteries de la Couronne (Angoulême)

CONTRE LES LICENCIEMENTS DÉBRAYAGE MASSIF

Mercredi 19 novembre, la quasi-totalité du millier d'ouvriers qui travaillent dans les deux usines des Papeteries de La Couronne débrayaient trois heures en fin de faction du matin, puis pratiquement toute la faction d'après-midi, contre le plan de 148 suppressions d'emplois décidées par la direction début octobre et qui prendra effet en décembre. L'après-midi, pendant que se tenait une réunion du Comité d'Entreprise consacrée à ce plan de licenciements, plusieurs centaines de travailleurs se regroupaient et manifestaient dans la cour de l'usine.

La politique patronale contre les travailleurs

Les Papeteries de La Couronne qui fabriquent des enveloppes et fournissent 40% du marché français emploient à Angoulême 1200 personnes : 800 dans l'usine mère de La Couronne et 400 dans l'usine neuve de

Roulet. L'entreprise a changé quatre fois de propriétaire en 12 ans, au gré d'OPA de firmes multinationales. Le dernier rachat a fait l'objet d'une surenchère effrénée en février 91 par un groupement financier, dont fait partie la direction actuelle des Papeteries, et qui se solde par un endettement impressionnant, selon les experts

financiers qui ont analysé les comptes de l'entreprise.

Et c'est pour rentabiliser encore davantage l'entreprise, pour dégager un taux de profit encore plus élevé que la direction, après plusieurs plans de suppressions d'emplois par FNE ces deux dernières années, vient de sortir ce plan de licenciements qui se solderait par environ 80 licenciements "secs".

D'ailleurs, la direction de l'entreprise n'a même pas pris la peine d'alléguer la moindre difficulté, affirmant même : "L'entreprise marche bien, mais elle doit subir les adaptations nécessaires". Et il est vrai que les Papeteries sont une entreprise prospère dont le chiffre d'affaires n'a cessé d'augmenter, dont les bénéfices progressaient de 90%, puis de 7% ces deux dernières années, qui vient, cette année, d'acquérir une

petite unité en Hollande et une autre en Grande-Bretagne.

La politique des syndicats et la réaction des travailleurs

Quand, la première semaine d'octobre, la direction a rendu public le plan de suppressions d'emplois - qui venait s'ajouter au dernier plan FNE, décidé en juillet dernier, supprimant 46 emplois - l'émotion a été grande, bien sûr, parmi les travailleurs qui avaient du mal à comprendre pourquoi, alors que l'entreprise tourne bien, la direction supprimait en trois mois presque 10% des effectifs de l'entreprise à Angoulême.

Mais alors que l'indignation était grande, à ce moment, les syndicats - dont la CGT qui est largement majoritaire, tant par-

mi les délégués du personnel que parmi les représentants du Comité d'entreprise - ne se manifestèrent pas. La veille et le jour même où, au CE, le PDG annonçait son plan, les syndicalistes avaient disparu des ateliers !

Et, pendant un mois et demi, les syndicalistes prirent soin de n'apparaître que comme représentants au Comité d'entreprise "travaillant" à des démarches auprès des "pouvoirs publics", contestant la stratégie du PDG du point de vue de la gestion de l'entreprise, trouvant même les apports financiers... au PDG ! par le biais de crédits publics possibles.

Quant aux travailleurs, si l'impatience et la colère grandissaient, ils ne pensaient pas pouvoir prendre eux-mêmes l'initiative, en dehors des syndicats.

A l'approche d'un nouveau Comité d'Entreprise consacré à la discussion du "plan social", les travailleurs débrayaient massivement pour assister à une réunion d'information syndicale. La CGT faisait signer une pétition et ne proposait rien. Mais les travailleurs haussèrent le ton et exigèrent qu'un mot d'ordre de débrayage, au moins, soit lancé le jour du Comité d'Entreprise.

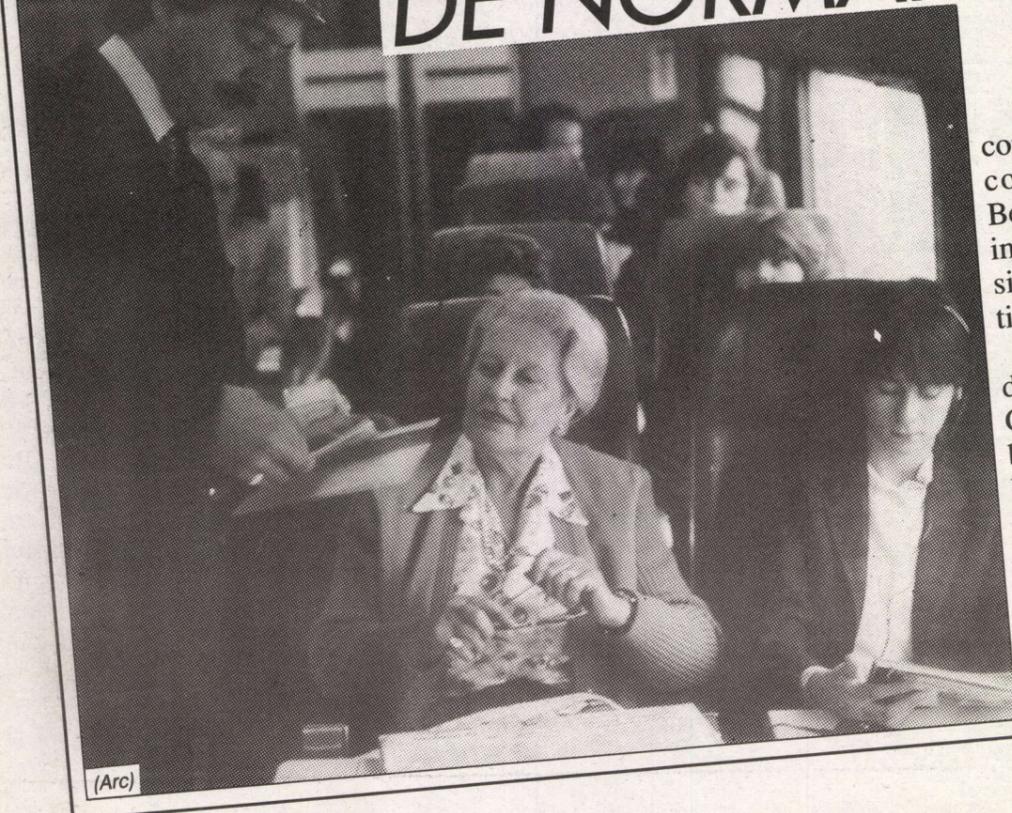
La CGT et la CFDT s'exécutèrent, tout en précisant bien dans un court tract que "cet arrêt de travail est limité pour faire connaître votre mécontentement et pour montrer que vous êtes solidaires de vos élus".

Les débrayages ont été massifs dans chaque faction, sans que les syndicats donnent la moindre suite. Le patron tient bon sur son plan de licenciement qui devrait être exécutoire fin novembre. Il cède seulement quelques primes pour départ volontaire (45 000 F) ou mutation (25 000 F), et elles sont dérisoires.

Actuellement, alors qu'il n'est question que de "consulter le personnel" sur ces miettes, bien des travailleurs qui ont participé aux débrayages n'ont pas envie de se "limiter" là.

Correspondant LO

MOUVEMENT D'HUMEUR DES CONTROLEURS SNCF DE NORMANDIE



tout en gênant le service. La participation au mouvement et aux assemblées générales est assez fournie : sur 250 agents de trains concernés, la participation au mouvement de grève varie de 30% à 44%.

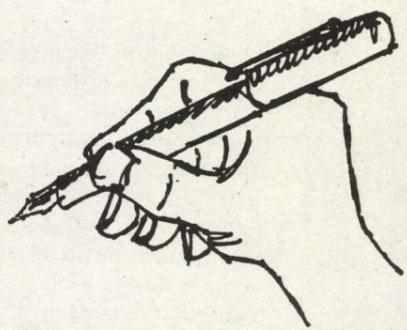
Des distributions de tracts aux usagers, des distributions à la cantine s'adressant aux autres cheminots, des envois de communiqués à la presse et un passage à FR3 Normandie ont eu lieu.

Les revendications sont catégorielles : nominations d'agent ayant un examen depuis plus de 10 ans au niveau supérieur, problème de parking, indemnité de nettoyage de costume... La direction locale n'a pu trouver que 15 places de parking et répondre qu'une indemnité de nettoyage n'était pas possible, son budget ne lui permettant pas.

Pour l'instant, les contrôleurs qui débrayent semblent surtout vouloir exprimer leur mécontentement, sans envisager d'élargir leur lutte.

Au service des agents de train, contrôleurs, il y a longtemps que couvait le mécontentement. Beaucoup de contrôleurs étaient insatisfaits des dernières propositions catégorielles de la direction.

Des agents, sur proposition d'une intersyndicale CGT-CFDT-FO, ont décidé en assemblée générale le 6 novembre de lancer un mouvement de grève de 59 minutes au départ du premier train de leur journée. Cette forme de grève a été reconduite depuis en A.G., elle permettait, aux yeux des participants, de tenir longtemps sans trop y perdre



nos lecteurs
nous
écrivent

Euro Disneyland

POUR LES TRAVAILLEURS CE N'EST PAS L'ENCHANTEMENT



Depuis l'annonce prochaine de l'ouverture de Disneyland, on entend parler de l'énorme opération immobilière et financière de 22 milliards que cela va représenter. Mais nous, manœuvres, conducteurs d'engins, électriciens... nous connaissons l'envers de ce "décor féérique". C'est le monde des "désenchantés", un vrai enfer Disney pour ceux qui y travaillent !

Pour construire le gigantesque parc d'attraction, Euro Disneyland a fait appel à de grosses sociétés du bâtiment (Bouygues, Nord-France...) et à de petites entreprises de sous-traitance (terrassament Valérian, STPEE, Cavazza, Demay...). Et dans ces petites entreprises, le travail s'effectue

dans les pires conditions.

Pour les conducteurs d'engin, nous commençons normalement à 7 h 30, mais il nous arrive de venir dès 5 h du matin. Certains sont payés à l'heure, d'autres aux tours, c'est-à-dire au nombre d'allées et venues entre Dineysland et les carrières, ce qui amène les conducteurs à accélérer leur vitesse. D'autres sont payés à la tonne (32 F la tonne, quelquefois moins), d'où surcharge des engins.

Je suis électricien ; quand on arrive dans ce grand chantier on s'y perd : le patron nous donne un plan, et à nous de nous débrouiller seuls.

Certains patrons, pour qu'il y ait un meilleur rendement, ne nous donnent pas le matériel de sécurité. Un camarade manœuvre

n'aura pas de cache-oreilles alors qu'il travaille au marteau-piqueur.

Certains ouvriers qui travaillent en bordure du canal ou d'étangs, ou même sur des barques, ne portent pas de gilets de sauvetage. En 1988, deux ouvriers sont morts dans une tranchée de 14 m de profondeur où sont installées les brises ; c'est là où s'écoulaient les eaux. Les blindages n'ont pas résisté.

C'est en 1986 que le travail de terrassement a commencé, il y avait 11 000 personnes. Les trois quarts travaillent en interim, chez ECCO, BIS, IPB, Manpower, Contact et sont embauchés avec des contrats de trois à six mois... Le salaire correspond souvent au SMIC.

Les conditions de travail empirent ; pas de

temps de repos, il faut travailler vite, faire des heures supplémentaires (qui ne sont pas toujours payées). Des équipes d'électriciens travaillent la nuit ou font les 3 x 8. Certains mangent en dix minutes un casse-croûte, dehors, sur le "tas". Il faut des fois venir les week-ends ou travailler tard le soir pour finir les travaux. Les manœuvres tirent les câbles à la main, ils sont polyvalents. Tantôt ils travaillent à la pelle, ou au tractopelle. Il faut rattraper un retard de quatre mois, afin qu'Euro Disneyland ouvre ses portes à temps, le 12 avril 1992.

Sur ce chantier, nous côtoyons des travailleurs de toutes nationalités : Anglais, Américains, Allemands, Italiens, Hollandais, Arabes,

Belges, Sénégalais, Roumains... Pour "accueillir" cette main-d'œuvre, il a fallu les loger. Certains sont dans la cité de Beauval à Meaux, d'autres qui ne peuvent pas se payer une chambre d'hôtel dorment dans leur voiture, dans des sacs de

couchage et se lavent au chantier.

Et après tout ça, ils osent nous faire de la pub pour qu'on vienne à Disneyland quand il sera ouvert !

Un lecteur (Meaux)



LYON

Des jeunes travailleurs contre les expulsions

A la MAJO (Maison d'Accueil des Jeunes Ouvriers) du quartier du Moulin-à-Vent, à Lyon, où résident 120 jeunes environ, un jeune travailleur s'est fait expulser fin octobre et trois autres résidents ont reçu leur lettre de renvoi pour le 4 décembre.

Tout ça parce que ces quatre jeunes parlaient

dans la chambre de l'un d'eux. Bien que personne ne se soit plaint, le directeur alerté par le veilleur les a tout de suite menacés de les renvoyer. Il n'a pas hésité à déclarer à qui voulait l'entendre le lendemain qu'ils avaient bu, cassé, fait "acte de vandalisme".

Les quatre jeunes ont alors fait circuler une pétition contre leur renvoi

incompréhensible. Elle a recueilli 70 signatures sur les 80 personnes consultées.

Ils ont aussi invité les jeunes à se réunir le lundi 28, car ce soir-là, le résident de la chambre en cause devait rendre sa clef. Plus de trente résidents étaient présents et, suite à la réunion, un comité s'est formé contre les renvois. Sa première

action a été d'occuper la chambre du jeune, empêchant l'accès aux éducateurs venus réclamer la clef. Ce n'est que la veille du week-end du 1er novembre que le directeur sans prévenir a carrément enlevé la porte pour obliger le jeune à débarrasser ses affaires.

Après cela, le comité a fait signer la pétition aux résidents des trois

autres MAJO de Lyon, et auprès des travailleurs qui viennent manger au self du foyer à midi.

L'accueil était plutôt sympathique, et la direction n'était pas fière. Mais malgré les demandes répétées, le directeur n'a voulu nous recevoir que trois semaines après, se disant "surchargé de travail"... Et quand il est venu à notre ré-

union, c'était pour nous dire que, de toute façon, il n'était pas là pour discuter des renvois et que sa décision, qu'il a lui-même qualifiée d'arbitraire, était irrévocable. Il a même ajouté, devant 40 résidents, que son rôle était de sanctionner, de réprimer les jeunes en fonction du règlement intérieur que lui-même avait établi il y a 20 ans. Reste à le faire changer d'avis !

Correspondant LO

ROSA LUXEMBURG

de Paul Frölich



La biographie de Rosa Luxemburg par Paul Frölich était devenue introuvable en librairie depuis de nombreuses années, la précédente édition en français remontant à 1965. La lecture ou la relecture de ce livre est opportune en cette période de dénigrement des idées communistes.

L'auteur, Paul Frölich, faisait partie de l'extrême-gauche au sein de la social-démocratie allemande d'avant 1914 ; il participa aux côtés de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht à la création du Parti Communiste allemand à la fin de 1918. Ce livre, publié pour la première fois en 1939, est donc l'œuvre d'un militant qui a connu Rosa Luxemburg et qui partageait la plupart de ses idées.

Si dans les années Trente les staliniens saluaient officiellement en Rosa Luxemburg une martyre de la cause socialiste, ils se sont évertués à étouffer ses idées par des attaques fielleuses sur ses «erreurs» et par leur peu d'empressement à publier ou à rééditer ses écrits. Le but de Paul Frölich était par conséquent de sauver l'héritage politique de Rosa Luxemburg pour le transmettre à la jeune génération.

Sans verser dans l'anecdote, Frölich donne un portrait complet et vivant de Rosa Luxemburg. Il cite abondamment ses écrits et notamment sa correspon-

dance qui, à côté des nombreux problèmes politiques qu'elle y aborde, révèle son humour vif, sa profonde sensibilité et son intérêt passionné pour la botanique et la zoologie comme pour la littérature et l'art.

Son activité militante s'est déployée dans plusieurs pays, en Pologne, en Suisse, en France et surtout en Allemagne. Frölich fait ressortir le caractère concret et rigoureux de sa pensée et de son action. Elle considérait le marxisme comme un instrument de transformation révolutionnaire de la société et non comme un bréviaire de formules toutes faites ne portant pas à conséquence. C'est pour cette raison qu'elle s'est heurtée à bien des oppositions dans le Parti Social-Démocrate allemand.

Sa polémique contre le réformiste Bernstein et ses amis n'a rien perdu de son actualité et de son mordant. Pour Bernstein, le capitalisme allait devenir progressivement un système sans contradictions, «pacifique et démocratique». C'était et cela reste une utopie réactionnaire,

démentie par l'évolution même du capitalisme, visant à détourner la classe ouvrière de ses objectifs historiques révolutionnaires. Nos réformistes actuels n'ont d'ailleurs pas trouvé un argument nouveau depuis Bernstein.

Les ravages du réformisme au début du siècle, comme maintenant, ne se situaient pas seulement sur le terrain théorique. Rosa Luxemburg fut une des premières militantes à repérer et à dénoncer le caractère bureaucratique de la direction du Parti Social-Démocrate allemand dont la principale préoccupation était de progresser sur le terrain parlementaire. Elle ne se contentait pas de dénoncer l'encroûtement et l'intégration de nombreux cadres du parti et des syndicats à la société bourgeoise. Elle cherchait, en analysant les luttes de la classe ouvrière (en particulier la Révolution de 1905 à laquelle elle avait participé à Varsovie), à secouer la routine, le schématisme et l'étroitesse d'esprit de bien des militants. Dans sa brochure *Grève de masses, parti et syndicats*, elle montrait, de

façon toujours pénétrante pour le lecteur d'aujourd'hui, les interactions complexes entre un mouvement de la classe ouvrière et sa direction et elle replaçait chaque lutte particulière dans une perspective d'ensemble.

Rosa Luxemburg considérait la Révolution russe de 1917 comme un premier pas vers la Révolution mondiale. Ses critiques à l'égard de Lénine et de Trotsky étaient, comme le montre Frölich, celles d'une militante se situant entièrement dans leur camp. En 1917, alors qu'elle était encore en prison, elle avait accueilli la prise du pouvoir par les Bolcheviks avec enthousiasme : «*Leur insurrection n'a pas seulement sauvé effectivement la Révolution russe, elle a aussi sauvé l'honneur du socialisme international*».

Par-delà ses divergences avec Lénine sur la question nationale (que Frölich a tendance à atténuer), Rosa Luxemburg, comme tous les révolutionnaires authentiques de son époque, a combattu avec la dernière énergie les idées nationalistes et c'est pourquoi elle fut une des rares



Manifestation ouvrière (en haut) et barricades (en bas) à Berlin en 1919.

militantes dans la social-démocratie allemande à résister à la pression chauvine dès le début de la Première Guerre mondiale. En 1914, elle écrivit : «*La fraternité universelle des travailleurs est pour moi ce qu'il y a de plus sacré et de plus élevé sur terre, c'est mon étoile, mon idéal, ma patrie : je préférerais renoncer à la vie que d'être infidèle à cet idéal !*»

Le livre de Paul Frölich montre ce qu'a signifié pour elle cette fidélité sans faille. Sa lecture ne peut qu'inciter à reprendre le flambeau de sa lutte pour une société communiste.

Jean-Pierre CALVI

Rosa Luxemburg, de Paul Frölich. Editions L'Harmattan. 378 p.

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970.

Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chattroussat.

Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.

Tirage : 17000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

- **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :
France, 1 an : 80 F. - Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLEMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

DES PRESSIONS AMERICAINES SUR ISRAEL... QUI SONT AUSSI UN SOUTIEN

Les négociations entamées à Madrid le 30 octobre dernier, entre Israël, les pays arabes et les Palestiniens, vont se poursuivre à Washington le 4 décembre. C'est le gouvernement américain qui a imposé le choix de la ville.

La porte-parole de la délégation palestinienne n'affiche qu'une satisfaction modérée. "Cela nous pose plusieurs problèmes, a-t-elle déclaré, comme le fait qu'il n'y ait pas de représentation de l'OLP dans la capitale américaine, qu'il y a un puissant lobby pro-israélien aux Etats-Unis et qu'il y a des problèmes pour l'obtention de visas pour les membres de l'OLP" (qui, non admis officiellement par Israël à la table des négociations, servent de "conseillers" à la délégation palestinienne).

Le Premier ministre israélien, Shamir, revenant d'une visite de dix jours aux Etats-Unis, fait également la fine bouche. Il voudrait une ville plus "neutre" !

Les Etats-Unis, il est vrai, continuent d'exercer une certaine pression pour qu'Israël accepte que soit "discutée" la question des Territoires occupés, que jusqu'alors Shamir se refusait à évoquer. La pression, c'est de faire attendre la réponse américaine pour les dix milliards de dollars de prêt qu'Israël a demandé aux USA de garantir pour financer l'installation des nouveaux émigrants juifs venus d'URSS.

Alors, si la délégation israélienne est amenée à discuter de la question des Territoires occupés, Shamir pourra toujours dire que les Etats-Unis l'y ont obligé.

Paradoxalement, il n'est pas exclu qu'il tire avantage d'avoir ainsi l'air d'être contraint de lâcher du lest sur la question des Territoires occupés. Car cela ne va pas sans poser problème dans la période de campagne électorale qui s'ouvre déjà en Israël, à un an des prochaines

élections législatives.

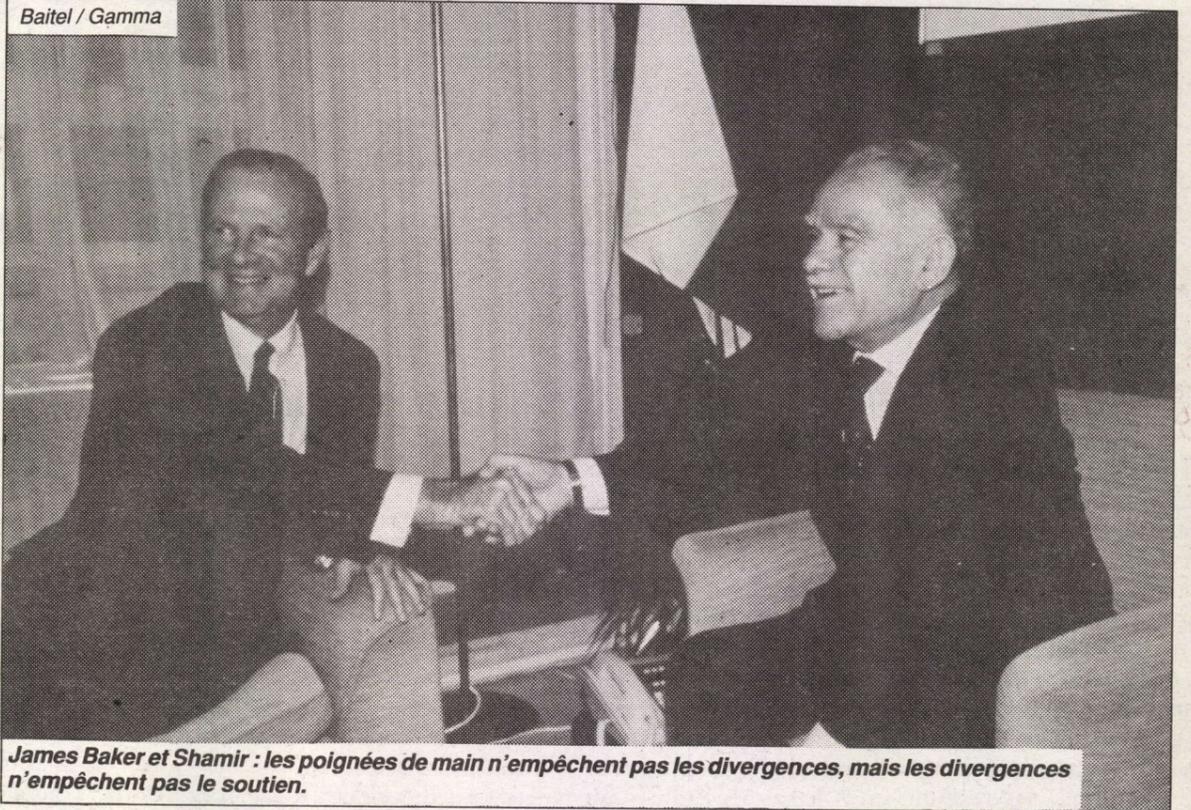
Les dirigeants israéliens ont de quoi lâcher du lest. Entre le régime imposé actuellement aux Territoires occupés (ils sont directement administrés par l'armée israélienne) et la reconnaissance d'un Etat palestinien, il y a un grand écart. En revanche, si l'armée israélienne garde le contrôle des Territoires occupés, l'Etat israélien pourrait très bien s'accommoder d'une autorité palestinienne qui aurait en main l'administration locale et certaines tâches de police, à charge pour elle bien évidemment de convaincre les Palestiniens de renoncer à l'Intifada !

C'est peut-être ce genre de solution qui est en vue pour tenter de régler le problème de l'Intifada. Les revendications de la délégation palestinienne à Madrid, à savoir la création d'un "gouvernement autonome intérimaire pour les Palestiniens des Territoires occupés", semblent aller dans ce sens.

Et les petites phrases de Shamir, tantôt se plaignant de l'intransigeance des Etats-Unis, tantôt se déclarant disposé à "discuter" des problèmes territoriaux, selon les interlocuteurs auxquels il s'adresse, sont peut-être faites pour préparer les jusqu'au-boutistes de son gouvernement et de son électorat, sur lesquels il s'est jusqu'à toujours appuyé, à une telle solution.

Les Etats-Unis, en "imposant" à Israël de s'asseoir à la table des négociations, poursuivent bien sûr leur propre politique d'arbitre de l'ordre mondial. Mais, loin de "lâcher" Israël comme certains dirigeants israéliens le prétendent, ils ont déjà amené les pays arabes voisins comme la Syrie, en acceptant de négocier, à reconnaître implicitement l'Etat hébreu et la validité de ses prétentions territoriales. Et ils sont peut-être aussi en train de l'aider à régler le problème de l'Intifada.

Baitel / Gamma



James Baker et Shamir : les poignées de main n'empêchent pas les divergences, mais les divergences n'empêchent pas le soutien.

LES AUDACES DU PARTI TRAVAILLISTE ISRAELIEN

Il aura fallu 43 ans au Parti Travailliste israélien pour se décider, au cours du dernier vote du congrès qu'il vient de tenir, à adopter une résolution stipulant qu'"il faut assurer la séparation de la religion et de l'Etat".

Car en Israël, faut-il le rappeler, il n'y a pas de séparation entre la religion et l'Etat. Les mariages et les divorces ne peuvent y être prononcés que par les autrités religieuses, et pas n'importe lesquelles ! Les rabbins "réformateurs" (ceux qui acceptent, par exemple, de convertir facilement les femmes non juives décidant d'épouser des hommes juifs) n'ont pas ce droit-là. On ne peut pas se marier civilement. Le grand rabbin est, quant à son statut dans la loi israélienne, l'égal du président de la Cour suprême de l'Etat, et le poids des religieux dans la vie quotidienne est énorme. Cela va de l'interdiction de l'élevage des porcs sur le sol d'Israël (certains, pour tourner la loi, les élèvent dans des abris sur-élevés !) à l'absence de transports nationaux le samedi.

Tout cela empoisonne la vie de la grande majorité des Israéliens qui, laïcs ou même religieux, voudraient bien que le Grand Rabbinate cesse de mettre son nez partout.

Pourtant, la résolution du congrès travailliste n'a pu être votée que par 390 voix contre 302, et encore, en l'absence des principaux chefs travaillistes.

C'est qu'elle ne fait pas du tout l'affaire de ceux-ci ; ils auront sans doute absolument besoin des partis religieux, qui représentaient 18% des voix aux dernières élections, pour être en état de former des gouvernements. On a ainsi pu entendre le leader du Parti Travailliste, Shimon Peres, annoncer qu'il tenterait d'abroger la résolution au prochain congrès du parti. Et son concurrent, Yitzhak Rabin, après avoir qualifié la résolution de "scandaleuse", a plus prosaïquement conclu que "c'est un arrêt de mort pour les espoirs des travaillistes de former le prochain gouvernement" !

Alors, ce n'est sans doute pas encore demain qu'Israël deviendra un Etat laïc !

S.F.



L'un des rabbins d'extrême-droite qui influencent les dirigeants israéliens.